

N° 326 juin 25

brennpunkt

le magazine critique sur le développement

*drött
Welt*



Dossier
Santé globale :
vision mondiale,
réalités locales

Entre dépendance
structurelle, hybridation
et utopies

“Nous n'avons pas
le luxe du désespoir”
- Dr Abdelfattah
Abusrour

Abenddämmerung
in Den Haag

brennpunkt

Sommaire

Édité par

Action Solidarité Tiers Monde
136-138, rue Adolphe Fischer
L-1521 Luxembourg
Tél: 400 427-20
RCS F603
e-mail: bpn@astm.lu
web: www.astm.lu

Photo Couverture :
istock, AlexLMX, 1214803796

Comité de rédaction

Louise Debugne, Richard Graf,
David Hoffmann, Raymond Klein,
Julie Smit, Raymond Wagener,
Jean-Sébastien Zippert

Ont participé à ce numéro

Dr Abdelfattah Abusrour,
Dr Kpalma Duga Bakpatina-Batako,
Oscar Campanini, Louise Debugne,
Francois Legac, Raymond Klein,
Dietmar Mirkes, MSF Luxembourg,
Christine Nehrenhausen, Kayla de
Quiroz, Julie Smit, Varus Sosoe,
Simbré Titipo, Raymond Wagener,
Rainer Werning, Deike Wolter,
Jean-Sébastien Zippert

Corrections initiales (Fr, De)

Carmen Albers

Layout

Noémie Vitiello

Impression

Imprimerie Heintz, Pétange

Vous pouvez aussi contribuer aux frais
d'édition du magazine en faisant un
versement sur le compte LU76 1111
0099 9096 0000 (Bic : CCPLLULL) avec
mention « Soutien Brennpunkt » en
n'oubliant pas votre nom et adresse
complète. Renseignements:
Chantale Mugisha
Tél: 400427-63
e-mail: chantale.mugisha@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois
par an. Tirage: 1000 exemplaires.

Reproduction/Nachdruck

La reproduction des articles est
autorisée à condition que la source
soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei
unter der Bedingung, dass die Quelle
angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la
Coopération luxembourgeoise.

Les opinions représentées dans la
présente publication n'engagent que
leurs auteurs.

Dossier :

- 5 Entre dépendance structurelle, hybridation et utopies
- 8 Deux expériences de santé primaire intégrale pendant la guerre civile au Salvador
- 10 Den Entwicklungsmythos aufheben
- 14 Quand l'aide structurelle disparaît, l'urgence devient la norme
- 16 Financement des systèmes de la santé

5 questions à ...

- 18 « Nous n'avons pas le luxe du désespoir »
Entretien avec Dr Abdelfattah Abusrour

Perspectives

- 22 200 ans de lutte
- 24 Frantz Fanon ou l'humanisme anti-ONU
- 26 Abenddämmerung in Den Haag
- 30 Die nächste COP der falschen Lösungen ?
- 32 Coopération au Sahel
- 33 Coin CITIM
- 34 Du changement au CITIM

edito

Trump, la démondialisation, et nous

Faut-il applaudir ce président de droite qui mène à bien ce que la gauche a été incapable de faire ?

Quand l'histoire s'écrit sous nos yeux, difficile de bien identifier les forces à l'œuvre, impossible de savoir à quoi les processus en cours aboutiront. Et pourtant, il faut analyser, se projeter, choisir éventuellement un camp. La guerre commerciale déclenchée par le président Donald Trump est là pour nous le rappeler. Même si, aux dernières nouvelles, un accord va être négocié entre les États-Unis et la Chine, la question de l'avenir de la mondialisation libérale reste posée.

Théorisée par des économistes néolibéraux, mise en pratique à partir des années 1980 par des gouvernements de droite libérale, puis par la Commission européenne, cette mondialisation a fait le profit des uns et les difficultés des autres pendant 40 ans. Ce sont ces difficultés, ayant aussi impacté la classe ouvrière américaine, qui ont nourri le vote populaire en faveur de Trump. Quel que soit le résultat du coup de boutoir du président américain, le défi des déséquilibres économiques par rapport aux pays émergents poussera les élites du Nord global à défaire une mondialisation qui, depuis un bon moment, ne leur est plus favorable. S'y sont ajoutées les expériences d'une dépendance jugée dangereuse, avec la crise du Covid, la guerre en Ukraine, et les récentes mesures de rétorsion chinoises.

Et c'est Trump, haï dans le camp progressiste, qui a été l'accélérateur de cette démondialisation, alors que les discours anti- et altermondialistes étaient le propre de la gauche radicale depuis les années 1990. Faut-il alors applaudir, fût-ce secrètement, le président américain de droite en train de mener à bien ce que la gauche a été incapable de faire ?

De l'autre côté de l'Atlantique, cette question se pose de manière très concrète : plusieurs syn-

dicats américains ont apporté leur soutien au protectionnisme exacerbé de Trump, comme le relève l'article « Un autre protectionnisme est toujours possible » paru dans *Le Monde diplomatique* de mai. Comme le suggère le titre, cet article prend ses distances avec la version trumpienne, « nationaliste et impérialiste », du protectionnisme, mais également avec des discours qui, au vu des dégâts engendrés, appellent à sauver la mondialisation et le libre-échange.

Plutôt que de se rallier à Trump, le *Diplo* propose donc de se battre pour un « autre protectionnisme », au service d'une relocalisation massive, rendue nécessaire par la crise écologique. Cette attitude, assez cohérente, s'impose-t-elle aux mouvements critiquant la mondialisation libérale pour les injustices et les dégâts environnementaux qu'elle engendre ?

Hélas, le discours sur la relocalisation sera d'autant plus populaire qu'il mettra l'accent sur un simple repli sur soi, plutôt que sur une ambitieuse solidarité internationale. Le danger de cet « autre protectionnisme » est qu'il privilégie la résolution des problèmes locaux, et rejette vers l'extérieur les problèmes planétaires – en faisant valoir que ces derniers sont largement la conséquence de 40 ans de mondialisation libérale.

Or, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, les politiques climatiques internationales, les transferts financiers du Nord vers le Sud, et l'accueil des flux migratoires sont indispensables. Plutôt que d'un découplage économique et politique généralisé entre pays et régions, l'humanité aurait besoin de repenser les relations commerciales et humaines internationales. À la folie protectionniste et impérialiste de Trump, il convient d'opposer à la fois un « autre protectionnisme », au service de la justice sociale, et une « autre mondialisation », au service d'une résolution juste de la polycrise planétaire.

Raymond Klein

Dossier

SANTÉ GLOBALE : UNE VISION MONDIALE, DES RÉALITÉS LOCALES

Par « santé globale », on entend habituellement un cadre d'action collective, transcendant les frontières nationales pour lutter contre les inégalités sanitaires. Pourtant, cet idéal souvent brandi dans les enceintes internationales masque une réalité plus complexe et conflictuelle. Derrière la rhétorique universelle se cache fréquemment une logique descendante : des solutions conçues ailleurs, imposées parfois maladroitement à des contextes locaux profondément divers. Ce numéro entend rompre avec ce paradigme dominant. À travers une série de contributions éclairantes, il explore non seulement les promesses, mais aussi les fractures du concept de santé globale. De Salvador aux centres de décisions des bailleurs de fonds, en passant par le continent africain et les Philippines, nos auteur·ice·s dévoilent les tensions entre stratégies internationales et besoins locaux, entre urgences politiques et souveraineté sanitaire, entre discours et pratique.

Un premier article, signé par Kpalma Duga Bakpatina-Batako et Titipo Simbré, plaide pour un changement de cap : sortir du pilotage vertical des programmes pour adopter ce qu'ils appellent un « bricolage intelligent », ancré dans les savoirs et coutumes locales — une approche nécessaire pour une santé qui soigne vraiment.

L'expérience salvadorienne, présentée dans la contribution de Raymond Wagener, illustre parfaitement cette dynamique : là, où l'accès aux soins est limité, c'est la créativité et la flexibilité communautaires qui deviennent des leviers d'avenir.

À ces questions méthodologiques s'ajoute le désengagement progressif — parfois brutal —, notamment avec le retrait massif de l'aide américaine (USAID), un acteur clé du financement mondial de la santé. La baisse des financements, la volatilité des priorités et la redirection des aides vers des objectifs géostratégiques menacent directement les ambitions mêmes de la santé globale.

Kayla de Quiroz interroge ces logiques d'aide : loin d'être neutres, elles s'inscrivent dans des cadres politiques influencés par des intérêts géopolitiques, économiques, voire idéologiques, éloignant l'aide de son but premier — améliorer durablement la santé des populations.

De son côté, Médecins Sans Frontières tire la sonnette d'alarme : « une inquiétante érosion des engagements envers des programmes de santé structurels et de long terme » fragilise les systèmes existants. Face à « l'urgence devenue mode par défaut », ils mettent en garde contre un désistement qui pourrait précipiter l'effondrement de structures déjà fragilisées, abandonnant les populations les plus vulnérables.

Or, comment garantir la pérennité des systèmes de santé dans ce climat d'incertitude ? C'est à cette interrogation que Raymond Wagener s'attèle dans la dernière partie de ce dossier, en esquissant des pistes pour un futur plus stable et équitable.

Ce numéro ne prétend pas à l'exhaustivité. Il laisse en creux certains enjeux majeurs — du nexus santé-climat à la propriété intellectuelle —, mais pose les jalons d'une réflexion collective sur l'articulation entre action globale et pertinence locale, entre coordination internationale et justice sociale. Une invitation à réinventer ensemble les contours d'une santé globale véritablement partagée.

Louise Debugne

Entre dépendance structurelle, hybridation stratégique et utopies



Simbré Titipo et Dr Kpalma Duga Bakpatina-Batako

Derrière la façade bien polie du discours global en matière de santé, il y a des tensions, des contradictions, des résistances. Ce texte ne propose pas un modèle. Il propose une traversée. Un regard franc sur les efforts, les limites et les chemins que l'Afrique emprunte pour ne pas seulement intégrer la santé globale, mais aussi la traduire, l'aménager, voire parfois la détourner de son objectif premier.

Ce n'est pas un concept, c'est une bataille

Le concept de *Global Health* (santé globale) « consiste à obtenir de meilleurs résultats en matière de santé pour les populations et les communautés vulnérables du monde entier ».¹ Le souci majeur avec la globalité réside dans l'ensemble des interprétations dont elle peut faire l'objet. La santé globale, loin de se limiter à des normes institutionnelles, se réfère à la définition même de la santé au plan individuel : « un état de complet bien-être ».² C'est cette approche holistique individuelle qui doit essaimer sur le plan structurel de nos pays.

« Ce concept repose en effet sur des revendications de justice sociale, partant du constat que la santé est un bien mondial, dans un contexte de mondialisation où les normes et politiques sanitaires diffèrent selon les États ».³

La *Global Health*, concept au cœur des actions de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) depuis 1993, est évoquée dans des rapports, conférences, plans stratégiques, ... Il est devenu à la mode, presque trop. Et pourtant, quand on prend le temps de regarder au « ras du sol »,

dans un centre de soins de brousse, une mutuelle de santé communautaire en zone rurale, un bureau d'ONG au bord d'un marché poussiéreux – on comprend vite que la « santé globale » ne se décrite pas. Elle se vit, elle se subit parfois, elle se construit à tâtons, dans des réalités concrètes, dures, mouvantes.

Le biais des financements

La *Global Health*, en Afrique, est d'abord entrée par les poches. Pas celles des populations, évidemment, mais celles des bailleurs. Il faut le dire sans détour : la majorité des systèmes de santé africains, pendant deux décennies, ont été restructurés au rythme des financements internationaux. On a vu apparaître des centres flambant neufs, des campagnes de vaccination massives, des cargaisons d'antirétroviraux. Mais à quel prix ?

Le pilotage vertical des programmes – VIH, tuberculose, paludisme – a laissé des trous béants dans le tissu communautaire. Les structures locales, parfois déjà fragiles, se sont vues dépossédées de leur légitimité. On ne négociait plus

les stratégies, on remplissait des indicateurs. On ne prenait plus le temps de comprendre les logiques de soins locales, on imposait des standards. Résultat : une médecine qui soigne peut-être mieux certaines maladies, mais qui soigne moins bien les gens.

Au bénéfice ou à la contrainte ?

Mais l'Afrique n'a pas courbé l'échine. Ou du moins, pas partout, pas tout le temps. Sur le terrain, une autre logique s'est installée, plus discrète, mais tenace : celle du « bricolage intelligent ». Des États, des ONG, des professionnels ont commencé à contextualiser ce qu'on leur proposait. Ils n'ont pas forcément dit non, mais ils ont transformé. Ce qu'on appelait « modèle », ils l'ont transformé en « base de négociation ». Ce qu'on imposait comme « solution », ils l'ont inséré dans un contexte, en tenant compte des chefs traditionnels, des matrones, des habitudes de soins, des croyances, des ressources existantes.

Dans certaines zones, les campagnes de sensibilisation sont menées à la fois en français, en langue locale, et en récits traditionnels. Ce n'est pas de la résistance frontale. C'est plus subtil que ça. C'est une forme de réappropriation. Une manière de dire : « On prend ce que vous proposez, mais on le met à notre sauce. Parce que sinon, ça ne marchera pas. »

Entre les discours de sommet et les urgences de terrain, un gouffre

Ce que les textes ne disent jamais, ou si mal, c'est cette fracture entre ce qui se discute dans les capitales et ce qui se vit dans les périphéries. On peut bien aligner les politiques sur les cadres de l'OMS, signer tous les partenariats, adopter tous les acronymes à la mode mais dans les



villages reculés, les centres sont vides, les médicaments et le matériel manquent, les soignants sont épuisés, les patients ne viennent plus – ou trop tard.

Et pourtant, c'est là, précisément là, que se joue la santé, pas sur les diapositives. Son terrain se délimite vaguement entre les gestes quotidiens, les hésitations d'une mère devant le prix d'une consultation, le regard du soignant devant un patient qu'il sait incapable de pouvoir honorer une ordonnance, la décision d'un chef de famille d'amener ou non sa fille chez le médecin, la peur, voire même le refus d'une référence à un niveau supérieur pour une bonne prise en charge en raison de la distance à parcourir et où d'une facture imaginaire déjà trop élevée, les traitements hasardeux administrés aux patients par un personnel non qualifié ou simplement en l'absence de matériel permettant de poser un bon diagnostic, etc.

Le concept de *One Health* qui circule aujourd'hui – intégrant l'humain, l'animal, l'environnement – peut sembler séduisant. Toutefois, il reste trop souvent confiné aux colloques. Rarement, il se matérialise sous la forme d'une collaboration concrète entre un vétérinaire, un agent sanitaire, un professionnel de la protection de l'environnement et un éleveur ou un agriculteur. Pourtant, c'est exactement ce dont on aurait besoin.

Une lueur de coordination continentale... mais encore fragile

Parallèlement à ces dynamiques locales, plusieurs initiatives institutionnelles à l'échelle régionale ou continentale témoignent d'une volonté croissante des États africains de structurer une réponse collective, coordonnée et autonome aux enjeux de santé. La création de l'*African Medicines Agency* (AMA), portée par l'Union africaine et entrée en vigueur en 2021, représente un tournant stratégique dans la régulation pharmaceutique. Elle vise à harmoniser les cadres nationaux, à sécuriser l'approvisionnement en médicaments essentiels et à renforcer la lutte contre les produits médicaux falsifiés, qui représentent encore une part alarmante du marché dans de nombreux pays africains.

De son côté, l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS/WAHO), bras sanitaire de la CEDEAO, joue depuis plusieurs années un rôle clé dans la surveillance épidémiologique transfrontalière, la coordination des réponses aux crises sanitaires régionales, et dans le soutien aux politiques nationales de santé reproductive, maternelle et communautaire.

Enfin, le lancement en 2023 du *New Public Health Order* par l'Union africaine, en lien avec le Centre africain de Contrôle et de Prévention des Maladies (CDC Afrique), marque une ambition politique claire de réorienter la santé publique africaine autour de quatre piliers : la production locale de médicaments et de vaccins, l'investissement dans les ressources humaines en santé, la gouvernance continentale, et le développement d'un partenariat plus équitable avec les institutions internationales. Ces initiatives, encore en consolidation, traduisent une volonté affirmée de passer d'une intégration subie à une souveraineté assumée en matière de santé, même si elles demeurent largement conditionnées à des équilibres géopolitiques et économiques instables.

Le problème est que toutes ces ambitions restent suspendues à un fil : celui du financement. Et tant que le cordon de la bourse sera tenu ailleurs, ces projets avanceront à cloche-pied.

Ces initiatives traduisent une volonté affirmée de passer d'une intégration subie à une souveraineté assumée en matière de santé.

Des initiatives innovantes au cœur des marges

En Afrique se développent des mutuelles de santé communautaires qui incarnent une approche décentralisée de la santé globale avec un fort ancrage local. Pas avec des modèles préfabriqués, mais avec une approche sensible, ancrée, patiente.

Au Togo, dans la région de la Kara, un programme de formation des guérisseurs traditionnels⁴ a été mis en place pour les éduquer à référer les patients aux centres de soins primaires. Étant parmi les premiers recours des populations, et quand bien même ils ne sont pas associés à la

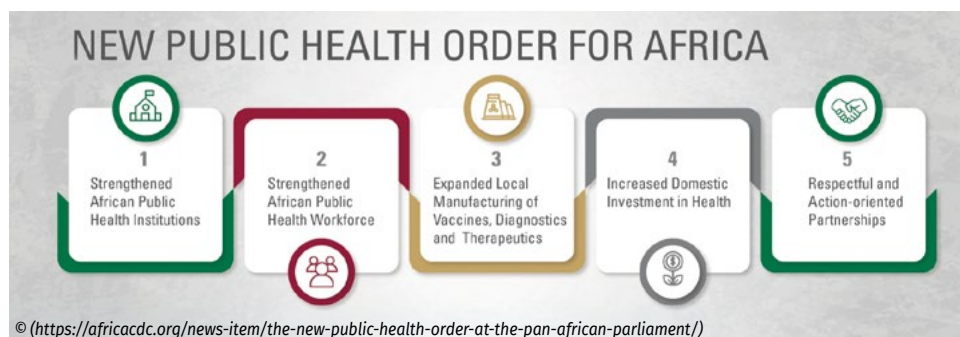
médecine moderne, cette approche permet d'asseoir la toile des intervenants en santé tel que le préconise la *Global Health*.

Au-delà des chiffres, il s'agit d'un réinvestissement du politique par les usagers eux-mêmes, qui reprennent une part d'initiative dans l'organisation des soins.

Au Bénin, dans le département de l'Atacora, l'ONG belge Louvain Coopération a accompagné la création de mutuelles de santé communautaires qui se sont articulées à des réseaux de femmes rurales engagées dans la gestion de la santé maternelle et infantile. L'Initiative « Femme pour Femme » mise en place par la Zone Sanitaire Tanguiéta-Cobly-Matéri, encourage toutes les femmes venant en consultation prénatale à payer une contribution de 200 FCFA (0,30€) afin de constituer une caisse de solidarité qui permet de prendre en charge le transport en cas de référence pour un accouchement compliqué. La mutuelle vient quant à elle en appui pour la prise en charge financière des coûts liés aux accouchements, qu'ils soient simples ou compliqués. Ce modèle, fondé sur la solidarité locale et la gestion participative, a permis une augmentation du recours aux soins dans des zones pauvres et historiquement sous-desservies. Au-delà des chiffres, il s'agit d'un réinvestissement du politique par les usagers eux-mêmes, qui reprennent une part d'initiative dans l'organisation des soins.

Vers une redéfinition de la santé globale

Ce texte ne plaide ni pour le rejet, ni pour la simple adoption. Il plaide pour une réappropriation. Pour une santé globale qui ne soit pas seulement un nouveau mot



Cinq éléments clés du New Public Health Order, repris lors d'une présentation du Dr. Jean Kaseya, directeur général d'Africa CDC, lors d'une conférence du Parlement panafricain en 2024.

pour dire « coopération internationale », mais une occasion de faire autrement. Faire avec ce que nous sommes. Avec nos histoires, nos savoirs, nos contraintes, nos forces.

L'Afrique n'a pas à entrer dans la *Global Health* comme dans un moule. Elle peut en redessiner les contours, en poser les conditions. Non pas pour faire « comme les autres », mais pour faire mieux – pour elle. Le Nigeria n'a-t-il pas lancé courant mai 2025 une initiative stratégique en matière de phyto-médecine afin de diversifier l'économie tout en faisant progresser l'innovation et la prestation des soins dans le pays ?⁵ Cette initiative vise la libération du potentiel thérapeutique de la riche biodiversité du Nigeria par le biais de la phytothérapie et l'intégration de la médecine traditionnelle dans les structures formelles de l'économie et de la santé.

En conclusion, ce n'est pas d'un modèle universel dont nous avons besoin, mais d'un monde où chaque territoire a le droit d'inventer sa propre manière de guérir.

TITIPO Simbré est ingénieur agroéconomiste. Disposant d'un certificat interuniversitaire en « Initiation à la Recherche pour le Renforcement des Systèmes de Santé (RSS) » de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et de l'Université Catholique de Louvain (UCL), il occupe actuellement un poste de « Responsable de Programme Accès aux Soins de Santé et Promotion de la Santé » pour le Bénin et le Togo auprès de l'ONG Louvain Coopération.

Dr Kpalma Duga Bakpatina-Batako est médecin et entrepreneur togolais, expert en intelligence sanitaire. Directeur médical au sein d'un groupe panafricain exerçant dans les domaines de banque, d'assurance et de santé, il préside également l'ONG 3ASC, première organisation communautaire de santé au Togo. Fort d'un parcours alliant pratique médicale, expertise en assurance santé et gestion de projets multisectoriels, il a collaboré avec de nombreuses institutions nationales et internationales.

Notes

¹ What is Global Health?, Duke Global Health Institute, consulté en mai 2025. <https://globalhealth.duke.edu/what-global-health>

² Organisation mondiale de la santé "Constitution de l'OMS", consulté en mai 2025. <https://www.who.int/fr/about/governance/constitution>.

³ Marie-Laure Privat, "One Health, Eco Health, Global Health et Planetary Health : Quelles différences ?", One Health Pharma, 4 juillet 2022, consulté en mai 2025. <https://onehealthpharma.net/one-health-eco-health-global-health-et-planetary-health-quelles-differences/>.

⁴ Santé intégrée forme des guérisseurs traditionnels dans le district de la Binah., Integrate Health, 4 novembre 2021, consulté en mai 2025. <https://integratehealth.org/fr/sante-integree-forme-des-guerisseurs-traditionnels-dans-le-district-de-la-binah/>.

⁵ Nigeria lance une initiative de phytomédecine pour stimuler l'économie et la santé. XinhuaNet, 8 mai 2025, consulté en mai 2025. <https://french.news.cn/20250508/c9d6b2d94a6842f8a7b03c2e34e8d597/c.html>.

Deux expériences de santé primaire intégrale pendant la guerre civile au Salvador



Raymond Wagener

Le concept de santé primaire intégrale est né, en partie, comme réponse au partage de plus en plus répandu du constat que les seules approches biomédicales et technologiques ne suffisent pas à améliorer l'état de santé de la population.¹ Selon les principes énoncés dans la Déclaration d'Alma-Ata, les soins de santé primaire intégrale sont centrés autour des besoins et des préférences des individus et de leurs communautés. Dès lors, ils combinent les soins médicaux de première ligne avec les soins préventifs et curatifs prestés par des professionnels. D'autres éléments sont inclus, comme l'équité de l'accès aux soins, la collaboration au-delà du secteur de santé, l'empowerment et la participation des communautés.

Guarjila est une communauté qui se trouve dans le nord-est du département (province) de Chalatenango, une des régions les plus pauvres du Salvador. Il s'agit d'une région montagneuse avec un sol peu fertile. Les cultures locales de maïs, de haricots et de riz ne suffisent pas à nourrir la population locale, de sorte que beaucoup de personnes émigrent périodiquement dans d'autres régions du pays pour y travailler comme journaliers. Par ailleurs, un pourcentage important de jeunes émigrent clandestinement à l'étranger, notamment aux États-Unis, où ils risquent d'être renvoyés chez eux.

Les leçons de Guarjila²

Les communautés de cette région de Chalatenango ont participé aux mouvements sociaux des années 70 et, dans les années 1980 à 1992, à la lutte contre la dictature militaire. Grâce à ces luttes, elles ont acquis une expérience d'auto-organisation. Quand l'État s'est retiré de ces communautés lors de la guerre civile, elles ont supplanté, voire remplacé les administrations de l'État et ont organisé des services sociaux d'éducation, des soins de santé communautaires et des réseaux d'approvisionnement de biens de première nécessité.

De 1981 à 1987, les résidents des communautés se sont réfugiés dans le camp de Mesa Grande au Honduras qui regroupait 11 000 personnes. En octobre 1987, les réfugiés sont revenus dans leurs localités d'origine, avec l'appui d'ONG, des églises, et d'organisations internationales comme le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. À Mesa Grande, l'ONG Médecins sans frontières avait formé des promoteurs de santé qui ont presté des services de santé primaires à des patients dans le camp et aux blessés de la guerre civile. De retour dans leurs localités d'origine, ces promoteurs de santé ont continué à assurer les soins dans leurs communautés. La communauté de Guarjila a réussi à construire une infrastructure de santé primaire plus ambitieuse et à constituer une équipe de santé plus compétente que les autres communautés de cette région de Chalatenango. Ainsi, Guarjila est devenue un centre de référence pour le réseau



Conférence internationale sur les soins de santé primaire, Alma Ata, URSS, septembre 1978

de soins de santé primaires du nord-est de cette région. En 1993, le ministère de la Santé voulait créer un poste de santé avec du personnel venant de l'extérieur et en privilégiant une approche curative. Le Ministère proposait d'intégrer le système de soins de santé communautaires de Guarjila dans cette nouvelle structure. Mais la communauté de Guarjila refusait cette proposition qui revenait à marginaliser la participation sociale et à réduire le système communautaire à une approche purement curative.

L'expérience de Guarjila montre qu'il est possible de créer un système de santé primaire intégrale communautaire qui s'intègre au développement intégral dans la communauté, laquelle prend le leadership dans la définition, le développement et la gestion des actions nécessaires pour améliorer ses conditions de vie.

Des propositions qui revenaient à marginaliser la participation sociale et à réduire le système communautaire à une approche purement curative ont été refusées.

Soins dentaires communautaires³

Après le tremblement de terre en octobre 1986 au Salvador et jusqu'à la fin de la guerre civile en 1992, l'association APDCA (*Asociación promotora de desarrollo comunitario para Centroamérica*) a formé des membres de communautés pauvres pour leur permettre de donner des soins dentaires préventifs et curatifs aux personnes qui en ont besoin pour garder leurs dents en bonne santé. Ces soins dentaires comprenaient toute une gamme de services, dont notamment des obturations dentaires et des prothèses dentaires. Les actions de soins préventifs étaient initiées par l'enseignement, aux membres des communautés pauvres, de la fabrication de brosses à dents et de la pâte à dentifrice. En effet, pour les personnes pauvres, l'achat d'une brosse à dents et d'un tube de pâte à dentifrice pouvait équivaloir à la rémunération d'une journée de travail. Par ailleurs, la majorité des personnes pauvres n'avait pas les moyens de payer les honoraires demandés par les dentistes privés. De plus, le gouvernement n'avait pas les ressources nécessaires en salaires et frais d'investissement pour installer dans les communautés pauvres des cabinets dentaires avec des dentistes formés dans des universités et équipés d'appareils de dernière génération. Le résultat en était que les personnes qui n'avaient pas accès à des soins dentaires communautaires, comme ceux offerts par APDCA, ne consultaient un dentiste, ou un « dentiste amateur », que lorsqu'une infection imposait l'extraction d'une dent.

En 1991, APDCA gérait 13 cabinets de soins dentaires communautaires et prévoyait l'ouverture de 4 centres supplémentaires. Par ailleurs, elle disposait de trois laboratoires régionaux dédiés à la fabrication de prothèses. En dépit des difficultés d'exercice pendant la guerre civile, APDCA traitait environ 2000 patients par mois. Pendant les six premiers mois de 1991, les 200 promoteurs de santé dentaire au Salvador ont effectué environ 18 000 obturations, 3 000 détartrages dentaires complets et 6 000 extractions de dents. Ils ont également réalisé 500 prothèses

et organisé des séances régulières d'éducation à la santé bucco-dentaire dans 90 communautés.

Car pour les personnes pauvres, l'achat d'une brosse à dents et d'un tube de pâte à dentifrice peut équivaloir à la rémunération d'une journée de travail.

APDCA mettait l'accent sur la prévention et le traitement de deux affections médicales qui concernaient pratiquement tous les pauvres d'Amérique centrale et qui entraînaient des infections et des pertes de dents, à savoir la gingivite et la carie dentaire. Grâce à une formation de cinq mois, les promoteurs de santé dentaire pouvaient donner tous les soins dentaires dans les centres d'APDCA. Une formation supplémentaire de quatre mois leur permettait de diriger un laboratoire régional. Grâce à une formation plus courte de seulement quelques semaines, des promoteurs de santé dentaire étaient formés à la réalisation de détartrages dentaires et d'extractions de dents, ainsi qu'à la prévention dans des villages isolés. En cas de besoin de soins plus avancés, ces promoteurs de première ligne réfèrent les patients au centre de santé dentaire le plus proche.

La prévention constituait une partie centrale des activités d'APDCA, permettant de montrer aux participants de ces programmes la possibilité de sauver leurs dents. APDCA organisait des campagnes lors de réunions communautaires, dans les écoles et les centres pour enfants. On enseignait notamment des recettes simples et abordables pour fabriquer de la pâte à dentifrice. D'autres initiatives consistaient à enseigner aux enfants à examiner mutuellement leurs bouches et à enregistrer les pathologies rencontrées. Ces enfants encourageaient ensuite à leurs familles à demander des soins réguliers.

Dans les ateliers d'APDCA, les promoteurs de santé dentaire apprenaient à fabriquer leurs sièges dentaires simplifiés, l'éclairage, des appareils d'aspiration et les unités dentaires. Ces appareils, jusqu'à dix fois moins chers que les appareils commerciaux, utilisaient des composants comme des moteurs de réfrigérateurs, des freins d'automobiles ou des pistolets à peinture.

Les expériences menées dans de nombreux pays, comme au Mexique, à Cuba, au Venezuela, en Équateur ou en Chine, ont montré que les promoteurs de santé dentaire peuvent fonctionner de manière efficace.

Notes

¹ Labonte, Ronald N., Sanders, David, Packer, Corinne, & Schaay, Nichola. (2017). Revitalizing health for all : case studies of the struggle for comprehensive primary health care. University of Toronto Press; International Development Research Centre.

² Dubón Abrego, M. A., Menjivar López, D., Espinoza Fiallos, E., & Baatz, C. (2017). Constructing a Comprehensive Primary Health Care System in Guarjila, El Salvador: 1987-2007. In Revitalizing Health for All, University of Toronto Press, p.282.

³ Kamliot, N., Mejia, A., & Leiner, S. (1992). Community dental health for central America : an alternative model for health care delivery in the third world. J Public Health Dent, 52 No. 5, pp. 299-302.

Den Entwicklungsmythos aufheben



Von Kayla De Quiroz

Am 24. Januar 2025 verkündete US-Außenminister Marco Rubio der Welt, dass die USA ihre Auslandshilfeprogramme aussetzen und damit Projekte von Regierungs- und Nichtregierungsorganisationen in der ganzen Welt stoppen werden.

Laut der Website ForeignAssistance des US-Außenministeriums gaben die USA im Jahr 2023 72 Milliarden US-Dollar für internationale humanitäre Hilfe aus, wovon etwa 61 % (43,8 Milliarden US-Dollar) auf die United States Agency for International Development (USAID) entfielen. Die meisten von USAID finanzierten Programme betreffen die Gesundheitsversorgung von Frauen, die Verteilung von Nahrungsmitteln, medizinische Unterstützung und Bildung in Afrika südlich der Sahara, Lateinamerika sowie Asien und dem Pazifik.

US-Hilfe auf den Philippinen

Allein in den letzten zwei Jahrzehnten hat USAID Programme im Wert von 1,9 Milliarden US-Dollar auf den Philippinen unterstützt.

In der Vergangenheit hat USAID eine breite Palette von Programmen auf den Philippinen finanziert, die die Bereiche

Gesundheit, Bildung, humanitäre Hilfe, Umwelt, Demokratie, Menschenrechte und Regierungsführung, Frieden und Sicherheit sowie Wirtschaft abdeckten. Allein in den letzten zwei Jahrzehnten, von 2005 bis 2024, hat USAID Programme im Wert von 1,9 Milliarden US-Dollar auf den Philippinen unterstützt.

Die USA, mit USAID und der US-Handels- und Entwicklungsagentur als Entwicklungspartnerinstitutionen, sind derzeit nur die siebtgrößte Quelle öffentlicher Entwicklungshilfe für die Philippinen. Und doch stehen 39 Entwicklungsprojekte auf der Kippe, von denen 25 bis 2026, bzw. bis 2029 laufen sollten. USAID und das Außenministerium hatten vor dem Einfrieren der Mittel rund 4 Mrd. philippinische Pesos für diese Programme zugesagt. Diese Projekte werden in Partnerschaft mit verschiedenen Regierungsbehörden wie dem Bildungsministerium (DepEd), dem Gesundheitsministerium (DOH) und dem Ministerium für Informations- und Kommunikationstechnologie (DICT) durchgeführt.

Für das Bildungsministerium bedeutet das Einfrieren der betroffenen Programme, dass die Programme für Alphabetisierung und Sonderpädagogik gestoppt werden. Dazu gehören Initiativen wie „Advancing Basic Education“ (ABC+) zur Verbesserung der Lese-, Schreib- und Rechenfertigkeiten sowie des sozial-emotionalen Lernens in den ersten Klassenstufen, „ILO-Ph“ zur Stärkung eines umfassenden Bewertungsrahmens und einer entsprechenden Politik sowie „Gabay“ zur Unterstützung von Schülern mit besonderen Bedürfnissen. Das Einfrieren der Mittel bringt diese Projekte zum Scheitern und gefährdet ihre erklär-

Kayla Nicole De Quiroz ist Projektkoordinatorin für Luzon und Mindanao sowie Medien- und Kommunikationsbeauftragte des Council for People's Development and Governance.

ten Bemühungen, die Bildungsergebnisse zu verbessern.

Von dem Finanzierungsstopp sind auch die wichtigen Gesundheitsprogramme des DOH zur Bekämpfung von HIV/AIDS, Malaria und Tuberkulose in Höhe von 165 Mio. US-Dollar betroffen. Diese Programme decken den grundlegenden Bedarf an Arzneimitteln der zweiten Generation, antiretroviralen Therapien und Personal. Die Regierung ist nun gezwungen, nach alternativen Finanzierungsmöglichkeiten zu suchen, um den Zusammenbruch der Programme zu verhindern. Dazu gehören die Suche nach anderen Zuschüssen oder Darlehen, die Umschichtung des Staatshaushalts und der Haushalte der lokalen Regierungseinheiten sowie Beiträge aus dem Privatsektor.

Auch Nichtregierungsorganisationen (NGOs), die von USAID finanziert werden, sind von dem Finanzierungsstopp stark betroffen. Im Zeitraum von 2005 bis 2024 stellte USAID 562,2 Millionen US-Dollar für etwa 59 NGOs zur Verfügung, zusätzlich der 69,1 Millionen US-Dollar für kirchliche und glaubensbasierte Organisationen. Zu den größten NGO-Empfängern gehören das Education Development Center (138,8 Millionen US-Dollar), die Asia Foundation (75,8 Millionen US-Dollar), die Gerry Roxas Foundation (32,2 Millionen US-Dollar) und Plan International (30,1 Millionen US-Dollar).

Durch das Einfrieren der Gelder wird die humanitäre, religiöse Organisation Caritas Philippines beispielsweise etwa 35 Millionen philippinische Pesos für Programme verlieren, die arme Menschen unterstützen und Katastrophenopfern helfen. LGBTQ+-Organisationen wie LoveYourself, die kostenlose HIV-Testkits verteilen, müssen Programme wie die kostenlose Verteilung von PrEP und Selbsttestkampagnen einstellen. Diese

© Wikimedia; MCCS Spike Call; PD



Mitglieder der philippinischen Streitkräfte beim Transport der Hilfslieferungen im Rahmen des Taifuns Fengshen (Juni 2008). Die US-Hilfe dient auch dazu, außenpolitischen Interessen in die Innenpolitik einzubringen.

sind jedoch sehr wichtig, um die steigende Zahl von HIV/AIDS-Fällen im Land zu bekämpfen.

Transmasculine Philippines hat seinen Trans-Hub TANGGAP sofort geschlossen und damit seine Bemühungen um die Bereitstellung zugänglicher Dienste für transgeschlechtliche Filipinos, die für ihre Gesundheit und ihr Wohlergehen auf die NGO angewiesen sind, effektiv eingestellt. Bahaghari, ein Zusammenschluss philippinischer LGBTIQ-Organisationen, Desk- und Pride-Gruppen, hat unterdessen eine Erklärung veröffentlicht. Darin verurteilt er die Aussetzung der US-Auslandshilfe und weist auf die Unterbrechung von Gesundheitsprogrammen für die LGBTIQ-Community sowie die daraus resultierenden Massenentlassungen von Entwicklungshelfern hin. Die Gruppe forderte die philippinische Regierung außerdem auf, räuberische und an Bedin-

gungen geknüpfte Hilfe für grundlegende Dienstleistungen wie die Gesundheitsversorgung abzulehnen.

USAID hat jedoch auch wichtige Mechanismen zur Gestaltung der philippinischen Wirtschaftspolitik finanziert, die vermutlich weitreichendere und langanhaltendere Auswirkungen haben als die stetigen kurzfristigen Sozialmaßnahmen. Das 25 Millionen US-Dollar schwere USAID-Projekt „Accelerating Growth, Investment and Liberalization with Equity“ (AGILE) wurde 1998 ins Leben gerufen. In elf wichtigen Regierungsbehörden wurden „Satellitenbüros“ eingerichtet, um mindestens zehn wichtige Wirtschaftsgesetze zur Förderung der neoliberalen Globalisierung zu erarbeiten. AGILE wurde umbenannt und zum Projekt „Economic Governance Technical Assistance“ (EGTA) (2001–2004) erweitert. Dieses wurde wiederum von drei weiteren Programmen in

den Zeiträumen 2004–2006, 2006–2008 und 2008–2011 abgelöst.

Eine Zeit lang gab es Wirtschaftspolitik-Projekte der USAID im Gesamtwert von etwa 50 Millionen US-Dollar: „Trade-Related Assistance for Development“ (TRADE), „Facilitating Public Investment“ (FPI), „Investment Enabling Environment“ (INVEST) und das „Advancing Philippine Competitiveness“ (COMPETE) Projekt. Deren mehrjährige Budgets zusammen waren fast so hoch wie die jährlichen Personalkosten der staatlichen Wirtschaftsplanungsbehörde *National Economic and Development Authority* (NEDA).

Der Rückzug selbst spiegelt eine schon länger bestehende Ausrichtung der US-Kooperationspolitik wider, die bereits vor den jüngsten politischen Entwicklungen existierte.

Für die geopolitischen Ziele der USA

USAID wurde 1961 von Präsident John F. Kennedy mit dem Ziel gegründet, die wirtschaftliche Entwicklung und globale Instabilität anzugehen sowie Ländern, die von Krieg, Naturkatastrophen und wirtschaftlicher Not betroffen sind, humanitäre Hilfe zu leisten. Im Laufe der Jahrzehnte hat USAID Entwicklungsprojekte unterstützt, indem sie mit zivilgesellschaftlichen Organisationen (CSOs) und Mediennetzwerken zusammengearbeitet hat, um deren Fähigkeiten zu verbessern und ihre Reichweite in den Gemeinden zu vergrößern. Die Projekte reichen von Naturschutzmaßnahmen und Bildungsprogrammen über medizinische Hilfe, die Verteilung von Lebensmitteln und Hilfsgütern bis hin zu Frauengesundheit und Kampagnen zur Entstigmatisierung der Sexualpolitik.

Allerdings hat USAID nicht ohne zweifelhafte Absichten gearbeitet. Kritiker sagen, dass die Finanzierungsagentur maßgeblich daran beteiligt war, die geopolitischen Interessen der USA zu fördern, Narrative zu formen und demokratische Räume souveräner Nationen nach den Prioritäten der US-Außenpolitik unter dem Deckmantel humanitärer Hilfe und wirtschaftlicher Entwicklung zu beeinflussen.

Die Agentur arbeitete mit CSOs und Medien zusammen, angeblich um Pressefreiheit, Demokratie und gute Regierungsführung zu fördern. Allerdings hat sie ihren Einfluss auch genutzt, um demokratische Prozesse zu vernebeln. So war USAID angeblich stark in Medien- und Informationskampagnen verwickelt, die Unruhen wie in Kuba schürten, beispielsweise als USAID die Einrichtung einer Social-Media-Plattform für kubanische Nutzer finanzierte, um sie für politische Zwecke zu mobilisieren. Die Twitter-ähnliche Plattform Zunzuneo, die 2010 gestartet wurde, wurde von Creative Associates International, einem in Washington ansässigen Auftragnehmer, entwickelt. Sie sammelte Nutzerdaten, um potenzielle Dissidenten zu identi-

zieren. Dies war Teil der Bemühungen, die kubanische Regierung zu destabilisieren und die Opposition im Interesse der USA zu organisieren.

Demokratisch gewählte Präsidenten wie Evo Morales in Bolivien wurden durch einen gut finanzierten Putsch gestürzt, der darauf abzielte, den indigenen und linksgerichteten Morales zu diskreditieren. USAID soll Medienorganisationen und sogenannte CSOs, die der Regierung Morales gegenüber sehr kritisch eingestellt waren, finanziell unterstützt haben. Durch rassistische Narrative und die Dämonisierung sozialistischer Politik kam es zur Destabilisierung und schließlich zum Zerfall der Demokratie.

Ähnliches spielte sich im Nahen Osten, in Lateinamerika und Osteuropa ab: USAID soll dort Organisationen finanziert haben, die für die USA und den Westen geworben und linkskritische Inhalte verbreitet haben, um linke Regierungen und Bewegungen in ein schlechtes Licht zu rücken. In Asien hat USAID offenbar CSOs und „unabhängige“ Journalisten finanziell unterstützt, um die Innenpolitik zu beeinflussen und dem Einfluss Chinas in den Medien und der Technologie entgegenzuwirken.

Für die wirtschaftlichen Interessen der USA

Die strenge Kreditvergabepolitik und die Auflagen der internationalen Finanzinstitutionen der Nachkriegszeit – des Internationalen Währungsfonds (IWF) und der Weltbank – zwangen die Länder, ihre Volkswirtschaften für ausländische Profite zu öffnen. Dies führte zu wirtschaftlicher Stagnation und zunehmender Ungleichheit zwischen den unterentwickelten Ländern. Außerdem zwangen sie die Regierungen zu Kürzungen der öffentlichen Ausgaben, während die Ressourcen durch diese wirtschaftliche Öffnung erschöpft wurden.

Für die USA ist „Hilfe“ nicht nur ein Mittel, um Länder moralisch zu entschädigen, die durch den Neoliberalismus ruiniert wurden. Sie nutzen sie, um andere Länder im Sinne ihrer Außenpolitik zu beeinflussen. Sie ist auch Teil größerer Bemühungen, die eigene Wirtschaft vor der wiederkehrenden und sich verschärfenden globalen kapitalistischen Krise zu retten, deren Epizentrum die USA sind. USAID hat armen Ländern zwar Infrastruktur, Bildung und Gesundheitsversorgung zur Verfügung gestellt – angeblich im Namen der Entwicklung –, aber nur, um den Neoliberalismus voranzutreiben. Dieser ist jedoch die treibende Kraft hinter einem Großteil der Unterentwicklung, mit der die sogenannte Hilfe gerechtfertigt wird.

Die US-Hilfe hat es ermöglicht, außenpolitischen Interessen in die Innenpolitik einzubringen. Die großen Vorteile für die Empfängerländer durch Hilfslieferungen, medizinische Hilfe und Bildungsprogramme sind letztlich weniger auf die Hilfe selbst als vielmehr auf die Unterstützung der übergeordneten Agenda der USA zurückzuführen: ihren Einfluss zu vergrößern und neoliberale Wirtschaftspolitik zu fördern.

Auffällig ist, dass die Hauptanliegen der US-Hilfsprogramme lediglich darin bestehen, sofortige Hilfe zu leisten, ohne die strukturellen Ungleichheiten infrage zu stellen, die den Bedarf an Hilfe chronisch und dringend machen. Grundlegende Entwicklungsziele werden nicht erreicht, weil dies nicht auf der Agenda steht, sondern weil es darum geht, die lokale Politik der Neokolonien kontinuierlich so zu beeinflussen, dass sie sich den Interessen der USA anpasst.

Als Trump die US-Auslandshilfe einfror, nahm er einen Teil der Militärhilfe für die Philippinen davon aus und ließ Militärhilfeprogramme im Wert von rund 336 Millionen US-Dollar weiterlaufen. Dies zeigt, dass die USA in diesem Land weiterhin eine stark militaristische Agenda verfolgen. Noch ist unklar, ob und in welcher Form die USAID-Programme auf den Philippinen weiterlaufen werden. Klar ist jedoch, dass die Motivation der USA für diese sogenannte Hilfe im Wesentlichen

unverändert bleibt: Sie zielt darauf ab, die Philippinen unterentwickelt, abhängig von ausländischer Hilfe und für ausländischen Einfluss formbar zu halten. Das bedeutet mehr Not für die Filipinos.

Auffällig ist, dass die Hauptanliegen der US-Hilfsprogramme lediglich darin bestehen, sofortige Hilfe zu leisten, ohne die strukturellen Ungleichheiten infrage zu stellen, die den Bedarf an Hilfe chronisch und dringend machen.

Den Neoliberalismus ablehnen

Für Entwicklungs-CSOs ist jetzt ein guter Zeitpunkt, um über Entwicklungshilfe und deren Auswirkungen auf die Souveränität und demokratische Regierungsführung eines Landes nachzudenken. Es ist eine Chance für Organisationen, über die wahre Natur von „Hilfe“ nachzudenken und darüber, dass Geberländer oft eher von ihren eigenen außenpolitischen Interessen als von den dringenden Bedürfnissen der Empfängerländer geleitet werden.

Zu den wichtigsten Maßnahmen, um diese Abhängigkeit zu verringern, gehört, dass die Regierung ihre Sozialleistungen und Sozial- sowie Schutzprogramme ausbaut und ausländische Hilfe nur dann annimmt, wenn sie mit den innenpolitischen Prioritäten im Einklang steht und eine echte Eigenverantwortung sowie Kontrolle über die angebotene Hilfe gewährleistet ist. Langfristig kann nur eine sinnvolle innenpolitische Wirtschafts-

entwicklung den oft heimtückischen Einfluss der ausländischen Hilfe vollständig beseitigen.

Es ist an der Zeit, die Interessen der Menschen und ihre Souveränität gegenüber ausländischen wirtschaftlichen und sozialen Eingriffen in den Vordergrund zu stellen. Die Trump-Regierung hat nicht erkannt, dass sie mit der Aussetzung der Hilfe die Zivilgesellschaft lediglich dazu veranlasst hat, innezuhalten und die hegemonialen Interessen der USA zu überdenken. Dies ist ein Weg, Entwicklungsarbeit relevanter zu gestalten, indem die Regierung von Marcos Jr. aufgefordert wird, ihre neoliberale Politik aufzugeben und der nationalen Entwicklung Vorrang einzuräumen. Andernfalls wird sich ihr eigener Mythos bald in Luft auflösen.

Bibliographie

U.S. Department of State. ForeignAssistance.gov Data Portal. Zugriff am 10. Mai 2025. Online unter: <https://www.foreignassistance.gov/data#tab-query>.

National Economic and Development Authority (NEDA). Annex 2-C: Tables of Section 2. The Annual ODA Portfolio Review. August 2024. Zugriff am 10. Mai 2025. Online unter: <https://www.neda.gov.ph/wp-content/uploads/2024/08/Annex-2-C-Tables-of-Section-2-The-Annual-ODA-Portfolio-Review.pdf>.

Chi, Cristina. „Trump's Aid Freeze Suspends at Least P4B of Philippines Programs.“ Philstar.com, 4. Februar 2025. Zugriff am 20. April 2025. Online unter: <https://www.philstar.com/headlines/2025/02/04/2418950/trumps-aid-freeze-suspends-least-p4b-philippines-programs>.

Butler, Desmond, Jack Gillum und Alberto Arce. „US-Regierung schuf heimlich 'Kubanisches Twitter', um Unruhen zu schüren.“ The Guardian, 3. April 2014. Zugriff am 27. April 2025.

Online unter: <https://www.theguardian.com/world/2014/apr/03/us-cuban-twitter-zunzoneo-stir-unrest>.



© Wikimedia; US Marine corps Sgt. Andres Alcaraz, PD

Mit dem Ende vieler USAID-Projekte werden nicht alle Empfänger*innen der Verpackung nachtrauern, den Inhalten aber wohl.

Dieser Artikel wurde ursprünglich auf der Website der IBON Foundation veröffentlicht und für dieses Magazin erweitert. Der Originaltext ist hier zu finden: <https://www.ibon.org/devt-myth-of-usaid/>

Quand l'aide structurelle disparaît, l'urgence devient la norme



MSF Luxembourg

MSF ne reçoit pas de financements gouvernementaux mais le désengagement des bailleurs de fonds au niveau mondial implique des conséquences mortelles dont nos équipes sont déjà témoins.

Tandis que nous écrivons ces lignes, plus de 100 jours se sont écoulés depuis que l'administration Trump a suspendu toute aide internationale en attendant une révision. Depuis, la plupart des financements américains pour les programmes de santé mondiale et d'aide humanitaire ont été supprimés, les organes de supervision démantelés, et le personnel clé remercié. Cette interruption massive a des conséquences catastrophiques pour des millions de personnes qui dépendent de cette aide pour survivre, mais elle révèle aussi une tendance bien plus large et profondément inquiétante : le recul global du financement structurel au profit d'interventions d'urgence à court terme.

Selon Avril Benoît, Directrice exécutive de Médecins Sans Frontières USA, les coupes budgétaires décidées par l'administration Trump constituent une catastrophe d'origine humaine pour des millions de personnes déjà confrontées à des situations d'extrême urgence, telles que les conflits armés, les épidémies ou les crises humanitaires. Bien que MSF soit habituée à intervenir dans des contextes critiques, l'organisation n'a jamais été témoin d'un tel niveau de perturbation dans les programmes de santé mondiale et d'aide humanitaire. À ses yeux, les conséquences sont potentiellement dramatiques, notamment parce que les bénéficiaires de cette aide figurent parmi les plus vulnérables au monde.

En tant qu'organisation médicale humanitaire présente dans plus de 70 pays, MSF

fournit des soins de santé dans des contextes de conflit, de déplacement, d'épidémie et d'effondrement des systèmes — souvent là où peu d'autres acteurs sont présents. Financée de manière indépendante et ne recevant aucune aide gouvernementale, MSF peut s'exprimer librement sur les lacunes critiques constatées sur le terrain.

Dans de nombreux contextes, nos équipes constatent déjà les effets du retrait des bailleurs : ruptures de stocks de traitements antirétroviraux, antipaludiques et antituberculeux, patients parcourant de longues distances pour être refoulés, agents de santé communautaires non rémunérés ou insuffisamment soutenus, et activités de prévention essentielles non financées. Ces défis ne se limitent pas aux contextes dits « fragiles » : ils existent aussi dans des pays aux systèmes de santé fonctionnels mais sous-financés.

Les États-Unis ont longtemps été le principal contributeur mondial aux programmes de santé et d'aide humanitaire, représentant environ 40% de tous les financements. Ces investissements ont permis de sauver des vies grâce à des soins médicaux, des campagnes de vaccination, l'accès à l'eau potable, et le renforcement des systèmes de santé dans des contextes fragiles à travers le monde. Ils représentaient également moins de 1% du budget fédéral américain.

Mais ce retrait abrupt et dramatique n'est pas un phénomène exclusivement américain. À travers le monde, on observe une inquiétante érosion des engagements des bailleurs envers les programmes de

santé structurels et de long terme. En Europe et ailleurs, les budgets d'aide sont en baisse et les priorités en matière de santé mondiale sont redéfinies selon des logiques politiques et économiques qui négligent les besoins des communautés vulnérables.

Ainsi, l'Allemagne – deuxième donateur mondial derrière les États-Unis – a réduit de 53% son budget consacré à l'aide humanitaire*. En France, ce budget a subi une baisse de 37%*, tandis que la Belgique a décidé de réduire son financement de l'aide au développement de 25% sur cinq ans*. Si certains pays, comme le Luxembourg, font exception en maintenant à priori leur budget à 1% du RNB pour la coopération, la réduction des aides reste une dynamique malheureusement contagieuse.

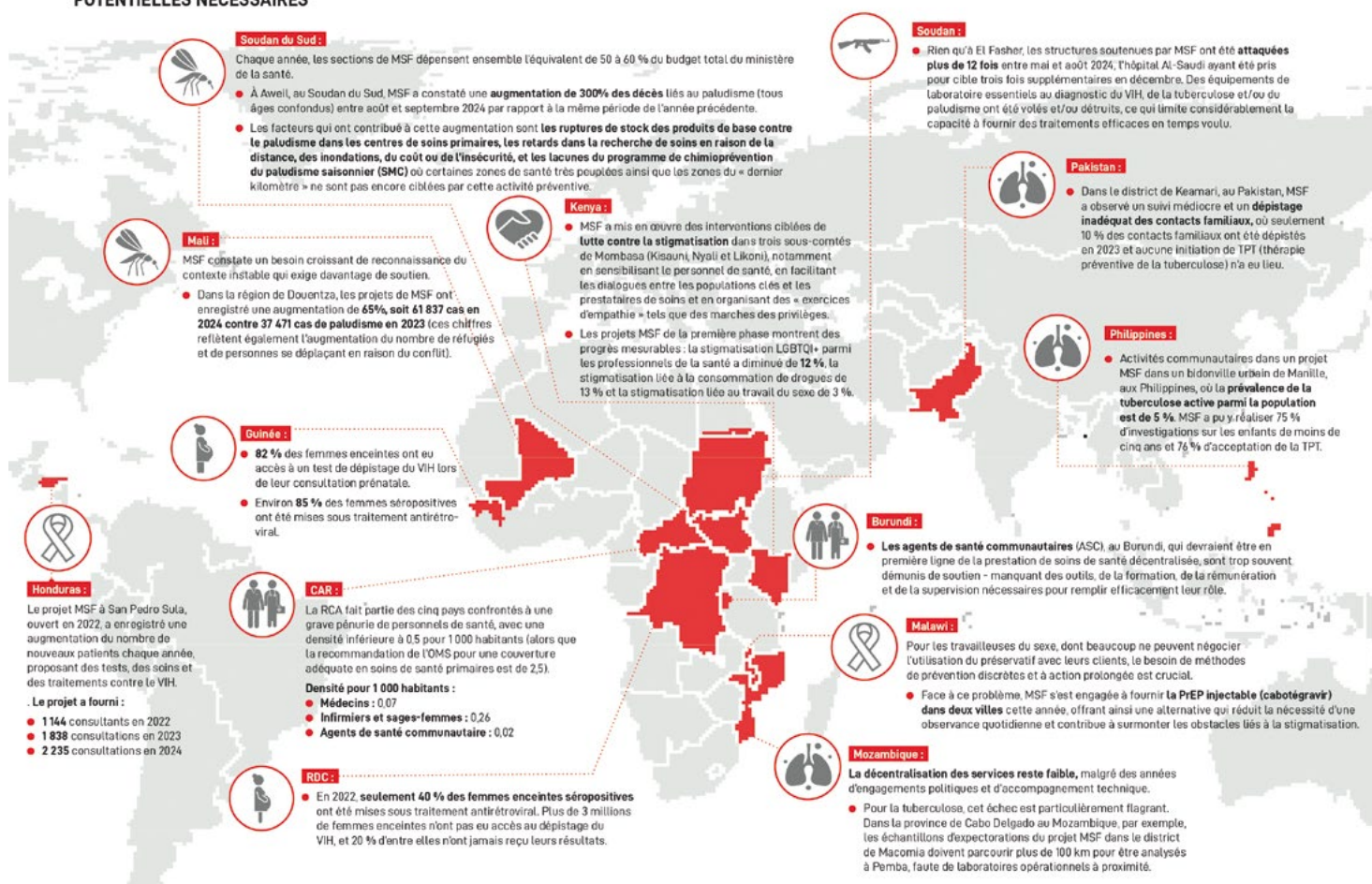
L'aide structurelle disparaît, mais les besoins, eux, ne disparaissent pas ; ils s'aggravent, jusqu'à devenir des urgences.

Nous sommes une organisation médicale d'urgence. Intervenir lorsque des vies sont en danger fait partie de notre mission. Mais nous n'avons jamais été témoins d'une perturbation de cette ampleur dans les opérations de santé mondiale et d'aide humanitaire.

Dans des pays comme le Yémen et l'Afghanistan, la décision de l'administration américaine d'annuler presque toute l'aide humanitaire a mis des millions de personnes en danger. Rien qu'au Yémen, 19,5 millions de personnes — soit plus de la moitié de la population — dépendent de l'aide. Mais les effets de ces coupes vont bien au-delà de ces deux pays. Des organisations financées par les États-Unis ont été contraintes d'annuler ou de réduire des programmes cruciaux à travers le monde : campagnes de vaccination, services de santé reproductive, soutien aux populations touchées par les conflits, projets d'eau et d'assainissement, et soins aux personnes déplacées.

Avril Benoît dénonce la décision des États-Unis de renoncer à leur rôle de leader dans les efforts de santé mondiale et d'aide humanitaire. Elle estime que l'aide américaine constitue une bouée de sauvetage pour des millions de personnes, et que sa suppression risque d'entraîner une hausse des décès évitables ainsi que des souffrances considérables à travers le monde.

SITUATIONS CRITIQUES DÉJÀ IDENTIFIÉES ET RÉPONSES POTENTIELLES NÉCESSAIRES



En mai 2025, MSF a publié le rapport « *Deadly gaps: don't turn away from saving lives* »*, basé sur les expériences opérationnelles et les données recueillies sur le terrain dans de nombreux pays pour analyser les failles critiques dans les réponses mondiales au VIH, à la tuberculose et au paludisme. *Ce rapport est disponible, en anglais, sur www.msf.org/report-deadly-gaps

Ce basculement du financement structurel vers l'aide d'urgence réactive crée une norme dangereuse. Sans soutien constant, les interventions précoces disparaissent.

Les systèmes de santé fragiles s'effondrent. Les services de base se dégradent — jusqu'à ne plus pouvoir répondre aux besoins courants des populations. Ce qui était évitable devient alors urgent, mortel, et beaucoup plus coûteux à gérer.

MSF ne reçoit pas de financement du gouvernement américain. Nous restons engagés à fournir des soins partout à travers le monde. Mais la disparition d'autres acteurs et l'effondrement des mécanismes de coordination ont déjà un impact sur notre travail. Les ministères de la Santé disposent de moins de ressources, les partenaires communautaires disparaissent, et les systèmes d'orientation des patients se désagrègent. Les effets en cascade nous touchent tous.

Lorsque l'aide structurelle est supprimée, les acteurs humanitaires doivent accomplir l'impossible : faire plus avec moins, répondre non seulement aux crises aiguës, mais aussi aux besoins chroniques et systémiques, désormais privés de soutien durable.

Nous en constatons déjà les conséquences tragiques : des vies perdues non pas parce que les soins étaient impossibles, mais parce que les systèmes censés les fournir ont été démantelés. Nous devons rejeter cette nouvelle norme dangereuse.

Nous ne pouvons pas accepter un monde où la seule réponse aux besoins de santé est l'intervention d'urgence, c'est-à-dire lorsqu'il est souvent déjà trop tard. Nous appelons tous les donateurs, et pas seulement les États-Unis, à réaffirmer leurs engagements en faveur d'une aide humanitaire et de santé à long terme, fondée sur les besoins. L'investissement durable n'est pas de la charité. Il est la base même de la stabilité mondiale,

de l'équité et de la survie. Car quand l'aide structurelle disparaît, les urgences ne s'évaluent pas — elles se multiplient.

Le retrait croissant du financement structurel et de long terme n'est pas seulement un changement politique — c'est un pari qui met des vies en danger. Il menace l'existence même de programmes essentiels, notamment dans les pays où les systèmes de santé publique dépendent fortement d'un soutien international continu. À l'approche d'échéances financières majeures, comme la huitième reconstitution du Fonds mondial pour 2026-2028, l'enjeu n'a jamais été aussi crucial. Ce moment servira de test décisif : les gouvernements et donateurs continueront-ils à investir dans la prévention, la continuité des soins et la résilience des systèmes de santé — ou se contenteront-ils de réagir à la prochaine urgence inévitable ?

*Notes consultables en ligne sur www.brennpunkt.lu

Financement des systèmes de santé

Envisager la pérennité



Raymond Wagener

Alors que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a pour objectif d'assurer une vie saine et de promouvoir le bien-être de tous à tout âge, les moyens financiers pour y parvenir restent profondément inégaux et parfois inadéquats. Ce texte explore les grandes orientations proposées pour refonder les mécanismes de financement de la santé à l'échelle mondiale afin de trouver des solutions pour organiser un modèle de financement plus équitable, efficace et durable.

Un constat alarmant sur l'état actuel de la couverture santé

L'objectif 3 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 consiste à « permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ». Mais, force est de constater que les avancées importantes réalisées pendant les dernières décennies n'ont pas permis d'atteindre pleinement ces objectifs. Des milliards de personnes n'ont toujours pas accès à des services de santé de base et souffrent de douleurs ou d'infirmités pourtant traitables, ce qui réduit leur espérance de vie. Parallèlement, d'autres patients « se retrouvent appauvris » après avoir dû assumer des frais de soins eux-mêmes. Le constat est que le système de financement de la santé est défaillant et incapable de garantir un socle « minimal [...] de services de santé essentiels ».¹

Il y a urgence à réformer en profondeur le financement de la santé, qu'il s'agisse de la mobilisation des ressources au niveau mondial, de la contribution aux biens publics mondiaux ou du soutien externe aux pays les plus vulnérables. Il s'agit d'un défi multidimensionnel impliquant à la fois « [l']économie, [l]a politique de santé publique, [l]es droits humains, [l]e droit et [l']éthique ».²

Dans cette optique, et à l'occasion du dixième anniversaire de la Commission sur la macroéconomie et la santé en 2011, le *Centre on Global Health Security* du *Chatham House* a créé un groupe de travail sur le financement de la santé. Ce groupe de travail a publié son rapport final en mai 2014, dans lequel il formule des recommandations structurées autour de quatre domaines : le financement au niveau national, les biens publics globaux, le financement externe et de façon globale.³ L'objectif étant de trouver des solutions au renforcement de la responsabilité des acteurs et de la recherche d'accords pour progresser vers un cadre global cohérent pour le financement de la santé.⁴

Mobiliser les ressources nationales pour garantir l'accès à la santé

Le programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement a mis

Raymond Wagener

Dr. en mathématiques, retraité, membre du CA de l'ASTM. Au cours de ses 30 années passées à l'IGSS (Inspection générale de la sécurité sociale), il a participé à des études et des projets dans toutes les branches de la sécurité sociale. Il a aussi été chef du projet bilatéral d'informatisation de la sécurité sociale du Cap-Vert. En outre, il a participé à de nombreux projets d'EUROSTAT sur les comptes de la santé et sur la sécurité sociale du BIT (Bureau international du travail) de Genève. Il a notamment réalisé une étude actuarielle sur le système des pensions de l'Éthiopie pour le BIT.

l'accent sur l'importance centrale de la mobilisation des ressources locales pour financer le développement et pour atteindre les objectifs du développement durable (ODD). De même, l'Agenda 2030 pour le développement durable souligne que chaque pays est en premier lieu responsable de sa propre économie et de son propre développement social.

Dans ce sens, le groupe de travail sur le financement de la santé recommande que tous les gouvernements prennent les mesures nécessaires pour garantir la santé de leurs citoyens, notamment en assurant un financement de la santé « suffisant, efficace, équitable et durable ». Il recommande ainsi que les gouvernements allouent au moins 5% de leur PIB à la santé, soit un minimum de 86 USD par habitant, tout en réduisant la part des frais à la charge des usagers à moins de 20% des dépenses totales de santé. Idéalement, ces frais devraient être totalement supprimés pour les soins essentiels et pour les personnes en situation de précarité.

Le groupe de travail suggère également de revoir les mécanismes de génération des revenus du système de santé, notamment en considérant des mécanismes d'impôts. Il propose d'instaurer des fonds obligatoires de financement des soins de santé alimentés de façon progressive en respectant la capacité de paiement des

habitants. Ces fonds serviraient de base à une couverture universelle progressive des soins de santé. Par ailleurs, les gouvernements, en collaboration avec la société civile, sont appelés à définir de manière transparente les priorités de santé et à concevoir un panier de soins de santé auquel les citoyens ont droit. Enfin, le gouvernement ainsi que tous les acteurs du système de financement de la santé devraient continuellement s'appliquer à améliorer l'efficacité du système, notamment grâce à des mécanismes de lutte contre la corruption et une évaluation continue de la performance et de l'efficacité des services, comme par exemple le choix de l'achat de services et la rémunération des prestataires.

Protéger et financer les biens publics mondiaux de santé

Le deuxième axe de recommandations concerne les biens publics globaux de santé, caractérisés par les deux propriétés suivantes : la non-exclusivité, c'est-à-dire que si le bien existe, aucun pays ne peut être empêché de l'utiliser ; et la non-rivalité, c'est-à-dire que si un pays utilise un bien public, cela n'affecte pas l'utilisation de ce bien par d'autres pays – ces biens sont donc particulièrement exposés au risque de sous-financement.

Les biens publics de santé comprennent en particulier la surveillance des maladies infectieuses, les résultats de la recherche sur les causes des maladies et les interventions efficaces, ainsi que des standards comme la classification ICD (*International classification of diseases*). Pour y remédier, le groupe de travail recommande une coopération internationale renforcée en matière de cofinancement de ces biens publics, en particulier ceux qui concernent les nécessités des populations pauvres. Il appelle à l'augmentation du financement des institutions qui sont chargées de fournir ces biens publics de santé, dont notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Enfin, le rapport insiste sur la nécessité de promouvoir un environnement qui permette à tous les pays

de financer correctement leurs secteurs sociaux, comme l'éducation, la santé et le bien-être social. Ceci implique des actions contre les flux financiers illicites, les paradis fiscaux, la concurrence fiscale dommageable et la surexploitation des ressources naturelles.

Renforcer le financement externe et la coordination des acteurs internationaux

Le troisième groupe de recommandations concerne le financement externe ou encore l'aide extérieure aux systèmes nationaux. Les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que les autres pays riches et les pays à revenu moyen supérieur sont invités à contribuer à hauteur d'au moins 0,15% de leur PIB et suivant des critères d'attribution des ressources clairs et bien fondés. Les pays donateurs doivent se coordonner entre eux, et, avec les pays bénéficiaires – qui définissent les priorités.

Il est essentiel de se rappeler que les acteurs qui peuvent contribuer au financement externe des systèmes de santé sont multiples. Au-delà des États, des organisations multilatérales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), ainsi que des ONG de développement et d'autres acteurs jouent des rôles importants. En 2013, seuls onze pays ont dépensé plus en aide financière que la Fondation Bill et Melinda Gates⁵. Toutefois, cette influence soulève des questions, car les investissements de la Fondation contribuent au pouvoir de détermination des priorités sanitaires des pays bénéficiaires. Par ailleurs, « ce que le 'philanthrope' prétend donner d'une main, via sa fondation, il le reprend de l'autre, via les dividendes de son fonds d'investissement » : les investissements de la Fondation dans des secteurs liés à des entreprises pharmaceutiques, des sociétés de produits agrochimiques et de semences peuvent entrer en contradiction avec les objectifs déclarés de santé publique.

Refonder le financement de la santé : une nécessité évidente

Malgré les avancées normatives et techniques, la question du financement de la santé demeure marquée par des tensions et enjeux. Si les pistes d'action sont aujourd'hui bien identifiées, leur mise en œuvre dépend de la capacité des acteurs, tant publics que privés, à aligner leurs priorités sur des objectifs communs.

Bibliographie

¹ Ottersen, T., Elovainio, R., Evans, D. B., & McCoy, D. (2017). Towards a coherent global framework for health financing: recommendations and recent developments. *Health Economics, Policy and Law*, 12, pp. 285–296.

² Ibid

³ Røttingen, J., Ottersen, T., Ablo, A., & Arhin-Tenkorang, D. (2014). Shared responsibilities for health: a coherent global framework for health financing. Final Report of the Centre on Global Health Security Working Group on Health Financing. The Royal Institute of International Affairs - Chatham House.

⁴ La revue *Health Economics, Policy and Law* a publié en 2017 un numéro spécial traitant les mêmes questions que le rapport du groupe de travail, mais de façon plus détaillée.

⁵ Astruc, L. (2019). *L'art de la fausse générosité*. Éditions Actes Sud.

La couverture sanitaire universelle est inscrite dans la cible 3.8 des Objectifs de développement durable. Elle signifie que « chaque personne peut avoir recours aux services de santé dont elle a besoin, où et quand elle en a besoin, sans être exposée à des difficultés financières. »

Voir plus sous : [https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/universal-health-coverage-\(uhc\)](https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/universal-health-coverage-(uhc)) et <https://unric.org/fr/odd-3/>

« Nous n'avons pas le luxe du désespoir »

Interview avec le Dr Abdelfattah Abusrour



Réalisée par Louise Debugne et Christine Nehrenhausen

Pouvez-vous nous présenter le travail effectué par votre association Alrowwad et la manière dont le concept de « belle résistance » s'y intègre ?

Après des années comme bénévole dans le domaine du théâtre, j'ai fondé avec des amis le centre Alrowwad pour la culture et les Arts. Alrowwad signifie « pionnier » en arabe et j'ai dès ses débuts instigué cette notion de « belle résistance » considérant que toute forme de résistance est un bel acte d'humanité. Quand on travaille avec les enfants, il s'agit de donner accès à l'art, à la culture et à l'éducation pour leur permettre à eux et aux jeunes de s'exprimer de manière créative et pacifique.

Après le théâtre, nous avons aussi commencé la danse folklorique palestinienne, la musique, la chanson, la photo et la vidéo, quelconque moyen afin de permettre aux jeunes de trouver un espace d'expression. C'est d'ailleurs ainsi que nous avons étendu nos activités pas seulement aux jeunes, mais également aux enfants de maternelle, aux parents, aux mamans, aux femmes, et alors que nous sommes basés dans le camp de réfugiés d'Aida, nous touchons aussi des personnes vivant en dehors de celui-ci aussi dans différents lieux de la Cisjordanie grâce à notre minibus.

Dans ce même ordre d'idées, nous avons également pu « exporter » notre travail à travers des tournées théâtrales et artistiques à l'étranger, offrant aux jeunes l'opportunité de voir à quoi ressemble

une vie dans des pays libres et indépendants. Ces échanges entre jeunes de différentes origines renforcent notre similarité finalement, mais aussi nos différences, et nous confortent dans l'idée que les différences sont enrichissantes et non pas source de conflits.

Comment inspirer l'espoir, donner une possibilité à ces enfants de penser à autre chose qu'à leur mort ?

L'art est un outil pour célébrer leurs succès et célébrer le fait d'être agent du changement. Car, malheureusement, quand on demande aujourd'hui à un enfant en Palestine ce qu'il veut être plus tard, la réponse qu'on entend trop souvent, n'est pas « ingénieur, docteur, journaliste », mais qu'ils veulent mourir. Parce que quand l'armée israélienne rentre dans les camps, quand les soldats attaquent une maison, quand ils frappent, arrêtent, tuent des personnes, personne n'est là pour les arrêter. Il y a une impunité totale. Quand un enfant vous dit cela, ça veut dire qu'en tant que parent, en tant qu'éducateur, en tant qu'artiste, en tant que politicien, vous avez échoué. Comment inspirer l'espoir, donner une possibilité à ces enfants de penser à autre chose qu'à leur mort ? Comment leur donner la force de croire qu'ils peu-



Dr Abdelfattah Abusrour

Né dans le camp de réfugiés d'Aida, à Bethléem, il a poursuivi des études de Génie Biologique et Médical, et d'arts en France. De retour en Palestine, il a créé l'association Alrowwad, centre pour la culture, l'art et l'éducation au camp Aida à Bethléem dont il est aujourd'hui le directeur général. L'association Alrowwad est une organisation partenaire de l'ASTM depuis 2011.

Découvrez ses activités sur www.alrowwad.org

vent changer le monde et être fiers de leur héritage ? Toute forme de résistance contre l'injustice, l'oppression, l'occupation, la dictature est un bel acte d'humanité. Le théâtre est un beau moyen de raconter son histoire, de s'exprimer, de crier parfois également, de faire vivre ses émotions de colère, d'angoisse, d'espoirs et de rêve. S'exprimer est finalement un moyen de construire la paix en soi : pour être agent de paix dans son pays et dans le monde, il faut d'abord trouver la paix en soi.

Le but de notre travail est d'inspirer de l'espoir à notre jeunesse et à leurs parents, et de donner vie à ces enfants. De leur donner la possibilité de croire qu'ils peuvent changer le monde, créer des miracles. Car dans nos circonstances, nous risquons rapidement d'être réduits à des statistiques. Alors que non, nous sommes des êtres humains avec des noms, avec des prénoms, avec des espoirs, avec des talents, avec des rêves, avec des gens qui nous aiment et non pas seulement des chiffres sans noms sans visages. C'est pour ça qu'on met en valeur cette humanité auprès des jeunes, des enfants, de leurs parents, de chaque être humain, et on ne peut pas se soucier de notre souffrance sans nous soucier de celle des autres. Car c'est aussi ça l'héritage que nous voulons laisser à nos enfants : avoir de l'empathie et de la sympathie envers les autres, et non pas de dire qu'on est les seuls qui souffrent. Finalement, quand vous voyez un film, regardez une pièce de théâtre, une photo, lisez un livre, écoutez de la musique, vous allez l'aimer non pas en fonction de son origine, française, luxembourgeoise, palestinienne – non, vous allez l'aimer en fonction de combien ça vous touche indépendamment de sa source. Combien de films avons-nous pleuré au sujet de l'Holocauste, de la souffrance des Indigènes d'Amérique, et bien d'autres encore. La souffrance et les larmes sont les mêmes. Il n'y a pas de sang plus noble qu'un autre ou de larmes plus salées que d'autres. Et c'est pour ça que chez Alrowwad, nous pensons que la force des arts, quand elle est autorisée à s'exprimer, met les gens sur un pied d'égalité ; c'est ce qui permet de construire des ponts d'égal à égal.

Il n'y a pas de sang plus noble qu'un autre ou de larmes plus salées que d'autres.

Comment vos activités ont-elles changé depuis sa création, et de manière plus récente, depuis le 7 octobre 2023 ?

Le centre culturel d'Alrowwad est situé au sein du camp de réfugiés d'Aida, au nord-ouest de Bethléem à environ 2km de l'Église de la Nativité où Jésus est né. Le camp est installé sur un terrain loué pour 99 ans comme tous les camps de réfugiés : il y a environ 8000 habitants qui y habitent, dont deux tiers ont moins de 24 ans, sur un espace d'à peu près 6,5 hectares, et entouré de murs avec stations de surveillance israéliennes anéantissant tout l'espoir. Le camp d'Aida est classé comme la zone la plus hautement exposée au gaz lacrymogène au monde selon une étude de l'université américaine Berkeley en 2017. Donc vous voyez l'ambiance. Le taux de chômage dépasse les 70%, et avec le Covid, puis cette guerre qui a commencé en octobre, il est passé à 90% vu que Bethléem est majoritairement dépendant du tourisme. Les hôtels sont vides, pas de restauration – l'industrie du tourisme est paralysée, et même ceux qui travaillaient de l'autre côté ne peuvent plus accéder à leur travail. Les checkpoints ont été multipliés : il y en a 65 à Bethléem seulement, plus de 900 dans toute la Cis-jordanie. Il fallait donc aussi subvenir aux besoins des familles.

Car dans nos circonstances, nous risquons rapidement d'être réduits à des statistiques.

J'ai beau me dire qu'on est un centre culturel et artistique, mais quand il y a des gens qui souffrent, quand il n'y a pas de nourriture, pas de médicaments, pas de finances pour qu'un étudiant puisse aller à l'université, ... le programme humanitaire a été créé pour répondre à ces besoins. Avec les Amis d'Alrowwad, nous essayons de subvenir à ces besoins, qu'il s'agisse de produits alimentaires, d'aides sous forme de différents paniers, de médicaments, etc.

Mais nous veillons à ce que cela se fasse avec respect et dignité. Nous cuisinons donc des repas que nous envoyons aux familles ; nous n'allons pas leur demander de venir avec leur casserole, de faire la queue et finalement de ne recevoir que quelques miettes. C'est plus humiliant que l'occupation à elle seule. Nous tentons de continuer un travail avec humanité, dans un contexte où justement l'humanité est perdue. Un contexte où les gens se retrouvent dans le besoin non pas par pitié, mais parce qu'il est impossible de faire quoi que ce soit à cause des blocages, des checkpoints et des interdictions de circulation entre les villes palestiniennes, imposées par des colons et les soldats de l'occupation qui attaquent les paysans ne pouvant pas atteindre leurs champs.

Pendant sept heures, le centre culturel a été transformé en un centre de détention et d'interrogatoire.

Votre centre a d'ailleurs été la cible de destruction et de vandalisme. Comment gérez-vous cette situation ?

Ce n'est pas la première fois que l'armée d'occupation israélienne rentre dans le centre, casse et même parfois vole des choses. Pendant la nuit du 2 au 3 décembre 2024, ils ont de nouveau cassé nos portes, détruit certains de nos équipements et certains soldats ont même volé des objets. Enfin, ils ont même transformé le centre culturel en centre de détention et d'interrogatoire en le déclarant ainsi et en y amenant plus d'une cinquantaine de jeunes du camp d'Aida, et une quinzaine de l'extérieur. Les yeux bandés, les mains liées, ils ont été frappés sur la route. Pendant sept heures, le centre culturel a été transformé en ce centre de détention et d'interrogatoire. Les soldats ont mis un bandeau sur notre bâtiment indiquant que notre centre serait utilisé pour de futurs interrogatoires. C'est déplorable à tant d'égards. Pendant de longues an-

nées, nous avons essayé de construire de la confiance avec ces familles et enfants, de les rassurer quant à la sécurité du centre. Une sécurité qui s'effrite. Et à chaque incursion pareille, ce travail de confiance doit être refait. Nous avons réparé ces dégâts avec les moyens du bord, mais pour d'autres, nous aurons besoin de financements supplémentaires pour envisager les réparations. Mais nous avons réaménagé l'espace et nos activités ont repris le lendemain. Ils détruisent, ils font le pire, mais nous faisons de notre mieux. Car on ne peut pas s'enfermer et dire que tout va mal et qu'on ne peut donc rien faire. Nous n'avons pas le luxe du désespoir ni du temps. Il faut donner des choses à faire aux gens plutôt que d'être dans la rue, plutôt que de devenir des chiffres sur le nombre de jeunes tués ou emprisonnés.

Ils détruisent, ils font le pire, mais nous faisons de notre mieux.

Quel est, selon vous, le rôle de l'attention internationale des médias et des réseaux sociaux pour la cause palestinienne, pour cette association, mais aussi pour votre peuple ?

Dans les médias, on présente les événements du 7 octobre comme s'ils avaient tout déclenché, en oubliant les 76 ans d'occupation précédents.

Je pense qu'il est important que les médias et la communauté internationale soient justes. Et quand on parle de neutralité, je ne crois pas en cette notion face à l'injustice. Mais si les gens veulent la neutralité, il faut être honnête. Quand on parle des Palestiniens abattus ou tués de la même manière que des morts dus à des catastrophes naturelles, c'est non ! On ne

mentionne pas ceux qui les ont tués ou ceux qui sont morts – sans nom ! Et quand il s'agit des victimes israéliennes, on les nomme par leur nom et on fournit d'autres informations sur elles et leur mort, tuées par les grands terroristes méchants.

Les choses ne sont pas mises en contexte. Dans les médias, on présente les événements du 7 octobre comme s'ils avaient tout déclenché, en oubliant les 76 ans d'occupation précédents. Comme si cela n'existait pas. Il faudrait donc être intègre dans l'information, que les médias soient honnêtes dans leur reporting. Mais on voit aussi que cet Israël, pourtant la seule démocratie au Moyen-Orient ne permet pas aux journalistes d'accéder à l'information. Il est la seule source d'information pour les journalistes internationaux qui ne sont pas sur le terrain ou qui n'ont pas l'autorisation d'y aller. Il y a donc un problème au niveau du discours. Il faudrait justement mettre l'accent sur la volonté de l'Europe d'envoyer X milliards d'euros en Palestine et mettre réellement en lumière quelles sont les demandes nécessaires pour la Palestine.

Quand les gens sont tués, massacrés, ils ne vont pas se demander s'ils veulent mourir avec le ventre plein ou vide.

Du coup, quel appel à la communauté internationale implorez-vous ?

Qu'elle soit juste et intègre ! C'est trop facile d'envoyer 1,6 milliards d'euros pour la Palestine, que ce soit pour l'Autorité Palestinienne ou les ONG. Quand les gens sont tués, massacrés, ils ne vont pas se demander s'ils veulent mourir avec le ventre plein ou vide. Il faut arrêter le massacre, arrêter l'occupation et l'injustice. Ensuite, on peut parler des aides humanitaires, mais de manière digne et respectueuse, et de transformer la charité en quelque chose de positif et de constructif, de développement, et non pas de jeter quelques miettes sur

la table pour les misérables qui restent misérables. En se disant qu'on a fait son devoir humain. Non, il faut mettre fin à toute cette violence, à cette injustice et à cette occupation. Il faut que la loi internationale signifie quelque chose – c'est aussi pour les générations à venir. Il faudrait que les résolutions des Nations unies signifient quelque chose. Parce que si cela ne signifie rien, cela voudrait dire que toutes les résolutions sont fausses, y compris la création d'Israël ! La partition de la Palestine incluse ! Soit on les respecte, ces résolutions, soit on ne les respecte pas. Si on ne les respecte pas, alors elles sont toutes fausses et on recommence à zéro.

On connaît l'histoire de ceux qui se croyaient Dieu et qui ont fini dans les cendres de leurs souffrances. Ce n'est pas en lui laissant carte blanche qu'on aidera Israël, ni en acceptant ses actes d'injustice, d'oppression et de génocide. Il n'y a aucune raison qu'Israël s'arrête si elle a tous les moyens d'agir comme elle l'entend. Il faudrait encore une fois être intègre dans ce qu'on dit et ce qu'on fait. Israël a le droit de se défendre, d'accord. Est-ce que les Palestiniens ont le droit de se défendre ? Pourquoi l'un et pas l'autre ? Pourquoi des drapeaux Ukrainiens devant les ministères, mais pas celui de la Palestine ? Quand il y a le drapeau Ukrainien dans les stades de foot, ce n'est pas politique, mais quand il y a un drapeau palestinien, ça devient politique. Dès que cela concerne la Palestine, tout devient politique. Mais tout EST politique – on ne peut dissocier la politique de la culture, de l'art, de l'éducation, etc. Même le vêtement que l'on porte est un choix politique, n'est-ce pas ? Il est donc important d'être intègre à ses valeurs. Il est essentiel que la communauté internationale soit intègre et juste en boycottant des investissements, en mettant en place des sanctions, en suspendant les accords privilégiés avec Israël, pour arrêter ce génocide, ce racisme, cette injustice.

Nous voulons laisser à nos jeunes et à nos enfants une intégrité de valeurs. Dans les années 1940, on ne savait pas ce que les nazis faisaient. Aujourd'hui, on sait ce qui se passe. Tout est montré à la télé, à la radio, dans les journaux, etc. Gaza subit

et a subi l'équivalent de six bombes atomiques pendant ces 18 à 19 mois. Qu'allez-vous dire à vos enfants quand ils vous demandent pourquoi vous n'avez rien fait pendant cette occupation ? Quand les gens sont assiégés, privés d'accès à l'eau, à l'électricité, à la nourriture, aux médicaments. Combien de personnes sont enterrées dans des tombes sans nom ? Combien ont perdu la vie ainsi ?

Que peuvent concrètement faire les gens du Luxembourg pour vous soutenir ?

Le Luxembourg est un pays qui célèbre la démocratie et la liberté d'expression. On demande ainsi à tous ses citoyens de continuer à manifester et à mettre la pression sur le gouvernement pour qu'il change la situation. Certes, il s'agit d'un petit pays, mais un petit pays avec un grand poids. Un petit pays qui doit suspendre les accords privilégiés avec Israël et demander à d'autres États et à l'Europe de faire de même. Il faut également lancer un appel à l'Europe pour qu'elle suspende l'intégration d'Israël dans l'Europe, dans l'Eurovision, dans les compétitions sportives européennes et autres associations.

Nous ne demandons pas la destruction d'Israël, l'envoi d'armes aux Palestiniens ou la mise à mort d'Israéliens – nous implorons que des actes non-violents et moraux soient entrepris pour mettre fin aux actes illégaux d'Israël et de ne pas lui donner plus d'outils de destruction et de génocide.



© La Société Culturelle et Artistique Alrowwad

Parmi les activités proposées par le centre d'Alrowwad, le programme « Investir dans les Droits de l'Homme » vise à renforcer les capacités et compétences des individus et des institutions au sein de la communauté palestinienne locale et de la diaspora, afin de leur permettre de créer un changement durable dans le contexte palestinien actuel.

Nous demandons également un désistement et un désinvestissement de toute compagnie, qu'elle soit sioniste, israélienne ou soutenant l'occupation d'Israël, que ce soit en termes de moyens financiers ou d'expertise. Cet appel à actions est un appel à des armes non-violentes, mais morales. Nous ne demandons pas la destruction d'Israël, l'envoi d'armes aux Palestiniens ou la mise à mort d'Israéliens – nous implorons que des actes non-violents et moraux soient entrepris pour mettre fin aux actes illégaux d'Israël et de ne pas lui donner plus d'outils de destruction et de génocide. Il faut que les gouvernements suspendent tout accord qui viole les droits humains, le droit international, les valeurs de l'État proprement dit, et les intérêts des gens dans ces États.

Aussi, que les personnes qui agissent en manifestant, en partageant ou en soutenant par quelque moyen que ce soit, continuent ! Et que ceux qui ont la force de soutenir les actions des associations palestiniennes comme Alrowwad le fassent, parce qu'on se sent largement délaissé. Les défis financiers pour des centres comme le nôtre sont énormes. Soutenir nos actions, moralement et financièrement, être des amis des associations palestiniennes. Quand il y a la possibilité, s'il y a des artistes, experts dans les activités que propose le centre culturel d'Alrowwad – organisez des échanges, des collaborations, des co-productions, etc.

On fait encore un appel aux gens pour continuer à manifester jusqu'à l'arrêt de ce massacre, de ce génocide et de cette occupation. Que la Palestine soit libre et indépendante, qu'on puisse vous accueillir dans une Palestine libre et indépendante. Que la reconnaissance de la Palestine va de pair avec des pressions sur Israël pour qu'elle arrête de violer le droit international et la souveraineté de la Palestine.

Cette interview a été menée dans le cadre du podcast « Anescht Liewen - Loscht op Ëmdenken », diffusé les premiers vendredis du mois de 16h à 17h sur Radio Ara. Fruit d'une collaboration entre le Klima-Bündnis Lëtzebuerg et l'ASTM, il exploite différents champs d'action sous forme d'interviews : finance verte, justice climatique, solidarité avec le Sud global, interdépendances mondiales.

200 ans de lutte



Oscar Campanini

La Bolivie célèbre ce 6 août ses 200 ans d'existence en tant que pays indépendant. Indépendante de la colonie espagnole, certes, mais toujours soumise aux logiques extractivistes qui aggravent les conditions d'inégalité et de pauvreté, tout en provoquant des impacts socio-environnementaux définitifs pour sa population. Dans ce bref article, nous retraçons et rappelons ce cycle de dépendance et d'extractivisme qu'a connu la Bolivie, mais aussi les luttes sociales que son peuple a menées pour obtenir son indépendance, sa souveraineté et une vie meilleure.

200 ans d'extractivisme

La Bolivie attire actuellement l'attention internationale, car elle possède les plus grandes réserves mondiales de lithium, avec 23 millions de tonnes identifiées. Ce minerai essentiel à la fabrication des batteries au lithium est ainsi considéré clé de la transition énergétique et perçu comme solution face au changement climatique. Mais au même titre que d'autres minerais liés aux usages technologiques ou militaires, le lithium fait lui aussi partie de ces minéraux « critiques » dont l'approvisionnement a été identifié comme stratégique par les grandes puissances. Il est d'ailleurs certain qu'il jouera un rôle central dans les rivalités géopolitiques – rivalités qui se sont particulièrement intensifiées cette année.

Ceci inquiète la société civile bolivienne, car le gouvernement bolivien a déjà signé des contrats avec un consortium chinois (qui comprend CATL, leader mondial dans la fabrication de batteries) et une

entreprise russe (filiale de l'entreprise publique Rosatom), ainsi que des accords avec des entreprises britanniques, franco-australio-allemandes, françaises, chinoises et argentines pour l'extraction de lithium dans sept salars¹. Ces deux contrats mentionnés sont, pour le moment, en attente de ratification par l'Assemblée législative, en raison de protestations des communautés locales indigènes et paysannes, ainsi que d'une partie de la société civile à l'échelle nationale. Ces contestations ont trait aux conditions économiques, sociales et environnementales défavorables pour le pays. Mais, au fond, ces inquiétudes sont aussi ancrées dans l'histoire de la Bolivie.

La Bolivie a joué un rôle clé dans l'histoire de l'Europe et du monde occidental. Elle abrite le Cerro Rico de Potosí, une mine qui fut le pilier de l'économie espagnole à l'époque coloniale et d'une grande partie de la richesse européenne de cette période. La ville de Potosí, située au pied de la montagne, fut, à un moment donné, l'une des villes les plus riches du monde, comparable à Londres à l'époque. Deux siècles se sont écoulés, mais cette histoire d'extractivisme perdure, au service finalement de la croissance des grandes puissances économiques, perpétuant un échange inégal et une dépendance persistante.

Alors même que la Bolivie devient indépendante, elle se voit contrainte de poursuivre une extraction d'argent datant de l'époque coloniale. L'extraction passe alors entre les mains d'oligarchies locales associées à des entreprises anglaises, reproduisant ainsi la même logique d'enrichissement d'une minorité et d'exploitation de la population locale, laissant derrière soi peu de ressources, des impacts environnementaux, des iné-



Oscar Campanini est le directeur exécutif du CEDIB (Centro de Documentación e Información Bolivia), une organisation partenaire de l'ASTM depuis 2004. En tant qu'organisation qui se bat pour les droits humains et l'environnement, le CEDIB collecte et diffuse des informations essentielles sur des sujets tels que l'extractivisme, la défense des droits et l'accès à l'information, grâce à des travaux de recherche et de collecte de données.

galités et de la pauvreté. Après l'ère de l'argent, vint l'époque de l'étain, menée ici aussi par des entrepreneurs nationaux soutenus par des capitaux britanniques. Ensuite vinrent le caoutchouc, le guano, le salpêtre et le pétrole, cette fois associés à des intérêts de grandes compagnies nord-américaines.

Aujourd'hui, la Bolivie sort d'un autre pic de croissance économique grâce à l'exportation de gaz naturel ; mais à mesure que ces ressources s'épuisent, la baisse des recettes d'exportation est devenue un facteur central dans l'actuelle détérioration économique. Tous ces modèles extractivistes ont provoqué des périodes brèves de croissance basées sur l'exportation de matières premières, mais

les conditions imposées par les grandes puissances (qui ont su imposer leurs entreprises d'extraction en s'alliant avec les oligarchies, entrepreneurs et gouvernements locaux) ont finalement conduit à une fuite des richesses et profits à l'étranger, laissant derrière elles des dettes environnementales, des économies locales fragilisées, des sociétés désarticulées et des pratiques culturelles et institutionnelles délétères.

En 2025, la Bolivie est confrontée à l'aggravation d'une crise économique très profonde et complexe. Résultat direct d'un modèle économique extractiviste qui, malgré son visage communautaire et social vanté par la propagande, n'a que désindustrialisé l'économie, renforcé la dépendance aux exportations de matières premières (soja, minerais, hydrocarbures), dérégulé les normes et institutions de contrôle environnemental, social, fiscal et du travail, et instauré des pratiques de répression et de criminalisation des voix critiques, tout en démantelant les organisations sociales par la cooptation, la corruption et les pratiques clientélistes.

À la veille des nouvelles élections nationales — par coïncidence également prévues en août — tous les candidats de tous les partis politiques promettent, une fois de plus, que l'extraction et la vente du lithium sortiront le pays de la crise. Une promesse désormais stimulée non seulement par la demande mondiale liée à la transition énergétique, mais aussi par les offres, promesses et pressions des grandes puissances (Chine, Russie, Europe), qui ont accéléré et intensifié leurs stratégies pour sécuriser ces minerais critiques face aux incertitudes engendrées par un contexte international imprévisible.

Cinq cents ans d'extractivisme, comme colonie espagnole d'abord, ensuite, depuis deux cents ans, comme pays indépendant. À l'aube d'un nouveau siècle, la société civile bolivienne espère que le lithium, les tensions géopolitiques actuelles et les transformations en cours dans le monde ne serviront pas à reproduire ce même cycle extractiviste.

200 ans de luttes sociales

Ce panorama économique est sans doute décourageant. Mais ce qui a aussi caractérisé la Bolivie tout au long de son histoire, coloniale et postcoloniale, ce sont les luttes et les rébellions sociales pour changer ces conditions inéquitables.

Bien que la Bolivie ait été l'un des derniers pays à obtenir son indépendance de la couronne espagnole, elle fut la première à se rebeller. Inspirée par les mouvements d'indépendance des États-Unis et mue par la volonté de défendre les principes de liberté, d'égalité et de fraternité de la Révolution française, c'est en Bolivie que démarra en 1809 la rébellion sud-américaine qui allait ensuite se propager à tout le continent.

Durant sa vie républicaine, elle fut également le théâtre de nombreuses rébellions indigènes contre les oligarchies locales. Des luttes nationalistes contre le pouvoir en place et le contrôle des sociétés minières ont conduit à une série de révolutions qui ont permis des transformations révolutionnaires, faisant de ce pays l'un des pionniers du continent en matière de réformes concernant la distribution des terres, le suffrage universel et l'éducation comme droit. Les luttes menées par des secteurs sociaux pauvres, ainsi que les mobilisations indigènes et paysannes contre les politiques néolibérales, ont abouti à des événements aussi marquants qu'internationalement connus, comme la Guerre de l'eau. Des luttes sociales qui ont permis des transformations constitutionnelles reconnaissant non seulement la diversité culturelle, mais aussi l'existence de plusieurs nations indigènes et originaires faisant partie intégrante de ce même pays.

Ces luttes ont toujours été complexes à comprendre ou à anticiper, mais elles ont été puissantes, non seulement de par leur force de transformation, mais aussi de par leurs propositions. Ce sont justement ces crises économiques récurrentes qui ravivent la mémoire historique de rébellion et de mobilisation.

Nous espérons que cette histoire des luttes réémerge en ces moments difficiles que traverse actuellement la Bolivie, mais aussi qu'elle puisse inspirer des transformations sociales nécessaires à l'échelle internationale. Face à l'affaiblissement actuel des institutions multilatérales, à la remise en question des valeurs progressistes telles que les droits humains et la démocratie, ainsi qu'à l'impunité des élites et dirigeants mondiaux, nous devons tous nous rappeler de nos luttes pour la justice, la liberté, l'équité et l'avenir pour la planète entière.



Carte de l'Amérique latine

Note

¹ Un salar est un désert de sel, aussi appelé plaine saline ou lac salé, qui est un bassin fermé où l'eau s'évapore, laissant derrière elle une couche de sels et minéraux. Ces bassins peuvent être temporaires ou permanents, et leur superficie peut varier en fonction des saisons et des précipitations. Les salars sont souvent situés dans des régions arides ou semi-arides, où les précipitations sont faibles et l'évaporation est élevée.

Frantz Fanon ou l'humanisme anti-ONU

Survivance de la lutte anti-impérialiste



Varus Sosoe

Penseur majeur de la décolonisation, Martiniquais, Frantz Fanon (1925-1961) a développé une critique radicale du colonialisme, mais aussi des institutions internationales censées garantir la paix et les droits de l'homme, comme l'ONU. Mais peut-on dire qu'il est aussi anti-ONU ? Fondée en 1945, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU s'est donnée pour mission de maintenir la paix, de promouvoir les droits de l'homme et de garantir l'égalité souveraine des peuples. Noble vocation sans contredit. Mais à l'époque des luttes de libération anticoloniale, vocation problématique. « L'ONU n'a jamais été capable de régler valablement un seul des problèmes posés à la conscience de l'homme par le colonialisme, et chaque fois qu'elle est intervenue, c'était pour venir concrètement au secours de la puissance colonialiste du pays oppresseur. » Les griefs soulevés par Fanon contre l'ONU font-ils de lui un adversaire de cette organisation ?

Les vécus du colonisé et du colon selon Fanon

Une équation : colonisation égale violence totale, car mortelle, annihilatrice d'êtres, pour le colon comme pour le colonisé. Pour le colonisé, colonisation, violence, pas seulement politique ou économique. Elle est ontologique, touchant à la quintessence de son être : il n'est nullement

un humain, il est par exemple, Noir, et donc sous-humain. L'esclavagiste se référerait au Code Noir et dirait de lui « un bien meuble ». Dépossédé de sa terre – un bien meuble peut-il être propriétaire ? En son essence, colonisation est aussi dépossession. Pire, le colonisé est dépossédé de son corps, de sa langue, de sa culture et n'a pas d'histoire. « L'Africain n'est pas encore entré dans l'histoire », dit-on. Son univers est déstructuré : sans contre-violence, irrémédiable dépendance, infériorisation figée dans le marbre de l'essentialité, peur psychotique, honte de soi conative, éternel obséquieux silence ! Le colonisé est nié. Les conséquences sont devinées : intériorisation de la violence, suicides ou psychiatrie. S'ensuivent alors la kyrielle des traitements abêtissants. Ces caractéristiques affligeantes déterminent et expliquent l'orientation du psychiatre et homme politique, Fanon.

Le désastreux « diagnostic de situation » devrait nous dissuader de la nécessité de décrire le colon. Il est « raciste dans une culture avec racisme » car « tout groupe colonialiste est raciste ». C'est celui qui, « à longueur de journée », peut à merveille « frapper le colonisé, l'insulter, le faire mettre à genoux ». Le colon est l'acteur de la mise au tombeau de l'humanité du colonisé. Catalyseur permanent du misérable et affolant vécu du colonisé : « Les dangers qui [...] menacent » ce dernier dans son être entier sont œuvre du colon et de son système. Mais, Fanon ne croit pas le colon exempt de toute souffrance. Le colon vit les affres de la colonisation. Premier à souffrir des

Varus Sosoe est professeur d'Anglais à Genève. Ses intérêts marqués pour la pensée et la culture africaines l'ont accompagné tout au long de ses études et formation en éducation, en philosophie et littérature anglo-saxonne, lui valant le Lauréat Prix William Rivier en Philosophie.

conséquences du projet d'aliénation psychologique, de déshumanisation et de décérébralisation de l'autre entrepris par son groupe. Refusant toute remise en question du système légal qu'il sert, il meurt intellectuellement, moralement, politiquement. Il dépend entièrement d'un système qui le déshumanise.

Fanon et les Nations-Unies

Spectateur écrasé, le psychiatre Fanon a été saisi par le devoir de « décolonisation ». L'impératif de la décolonisation a fait de Frantz Fanon l'un des pionniers d'un universel humanisme du combat légitime, qu'il soit armé ou non.

Parlant de contre-violence, de légitime violence, Fanon aurait pu s'en tenir à l'article 51 des Nations-Unies stipulant cette « règle primaire » de « l'ordonnancement juridique international ». Non, il dénonce plutôt l'ONU, dominée par les puissances européennes dont elle se fait complice.

L'ONU, les pays occidentaux, capitalistes et leurs aliénés suppôts se posent en architectes de la déshumanisation des peuples en quête d'émancipation. C'est ce que Fanon lui reproche. L'expertise polyvalente et l'intense engagement politique de Fanon lui rendaient impossible de se taire devant un ordre international incapable d'arrêter la colonisation barbare par la France contre l'Algérie et d'autres pays colonisés.

L'impératif du combat anticolonialiste : de la psychiatrie à l'éthique politique

La vie du colonisé « ne peut surgir que du cadavre en décomposition du colon ». La violence s'impose. Plus précisément, la contre-violence, pour la dignité et non par haine du colon. Pas de ressentiment, de racisme, pas même le naturel « désir légitime de vengeance ». En asile psychiatrique, les patients sont traités pire que des sous-hommes, des non-humains.

L'équivalent rationnel du concept d'état de nature (philosophie politique classique), s'expérimente sur le terrain même de la colonisation. Il est ici à penser comme état de guerre, car état d'assujettissement, de décérébralisation, d'anéantissement de l'humain. Tenons la contre-violence de Fanon pour le concept de préservation de soi. Il s'agit davantage de reconstruction de l'homme dans sa dignité, problème d'ordre existentiel, que d'une simple légitimation de l'ordre politique national et international.

Fanon ne fait nullement l'apologie de la violence. Il s'agit plutôt d'enseigner la nécessité de la libération et de l'émancipation inéluctables des peuples.

Cette violence contre le système colonial, Fanon l'appelle « racisme antiraciste », cette « volonté de défendre sa peau », une réponse du colonisé à l'oppression coloniale. Cette réponse représente le fondement, « des raisons suffisantes pour s'engager » dans une « lutte anticoloniale ». Nul besoin « de déclarations très belles dans la forme mais totalement vides de contenu, maniant dans une complète irresponsabilité des phrases qui sortent en droite ligne des traités de morale ou de philosophie politique » occidentaux. Pas d'« idées démocratiques à prétention universalisante », de « catéchisme humaniste minimum », alors même que l'on déshumanise l'humanité par les tortures et les massacres : c'est ce contre quoi s'insurge notre psychiatre et homme politique de terrain.

Proposition d'un humanisme radical

Sur le plan philosophico-politique, non seulement son principe d'action décolonisatrice, la violence, rejoint celui, universel, de la préservation de soi, mais Fanon n'a de cesse de clamer le principe fondationnel de l'humanité : la dignité humaine comme l'arche des arches régissant les relations tant interperson-

nelles qu'internationales. Philosophie politique de la violence ? Freud s'accorderait avec Frantz Fanon pour dire que « l'instinct de conservation [...] de nature érotique – “exactement au sens d'Eros dans le Banquet de Platon” – ; mais c'est précisément ce même instinct qui doit pouvoir recourir à l'agression, s'il veut faire triompher ses intentions. » La violence coloniale « ne s'arrête que devant une autre violence ».

Rejet de l'ordre international et son modèle occidental d'émancipation fondé sur l'exclusion des couches sociales inférieures, imposé d'en haut. L'ONU n'est qu'un simple rouage du capitalisme mondialisé, dont les instruments économiques sont l'aide, la dette, le FMI, la Banque mondiale, etc. La voix des colonisés y est marginalisée, les peuples en lutte réelle durement traités car considérés comme terroristes, barbares. Pour autant, ces idées tranchées, anti-onusiennes et anti-impérialistes, ne font nullement de Fanon un anti-internationaliste. Que les peuples opprimés (Afrique, Asie, Amérique latine) s'organisent et combattent vaillamment le racisme et la violence institutionnelle de la colonisation. Fanon défend donc un universel construit depuis la base, depuis l'histoire des opprimés, et il propose un humanisme radical, un monde où chaque peuple compte, non pas selon des critères de puissance, mais d'égale dignité. Que règne le principe d'humanité dans l'égale dignité ! Tel est son message.

Bibliographie

Fanon, F., Les damnés de la terre, La Découverte, Paris, 2002.

Fanon, F., Peau noire, masques blancs, Collection : La condition humaine, Les Éditions du Seuil, Paris, 1952, 239 pp. (Une édition électronique réalisée à partir du texte de Frantz Fanon réalisée par une doctorante en sociologie à l'Université de Montréal).

Fanon, F., Pour la révolution africaine, Écrits politiques, La Découverte Poche, Paris, 2006.

Albert, E., Freud, S., Pourquoi la guerre ?, Préface de Christophe David, Payot et Rivages, Paris, 2005.



© (Wikimedia ; Rogan Ward ; CC BY 4.0)

Le penseur Frantz Fanon reste une référence pour les mouvements travaillant à un changement radical « par le bas », comme ici dans la commune eKhenana à Durban (Afrique du Sud).

Abenddämmerung in Den Haag

Wie es dazu kam, dass Mister Duterte Wahlkampf
aus der Gefängniszelle macht.



Rainer Werning

Welch eine Familiensaga! Da ist die philippinische Vizepräsidentin Sara Duterte seit Anfang Februar mit vier Amtsenthebungsverfahren konfrontiert, während ihr Vater und Familienpatriarch, Ex-Präsident Rodrigo Duterte, seit dem Abend des 12. März in einer Gefängniszelle des Internationalen Strafgerichtshofs (IStGH) im niederländischen Den Haag einsitzt. Der „Messias und Heilsbringer der Filipinos“ und „Bestrafer im Antidrogenkrieg“¹, als der sich Duterte öffentlich wiederholt selbst bezeichnete, ist vorerst verstummt und in sicherem Gewahrsam. Was ihn nicht daran hindern dürfte, dennoch in seiner Heimat anlässlich der Halbzeitwahlen am 12. Mai – erneut – zum Bürgermeister von Davao City auf der südlichen Insel Mindanao gekürt zu werden (Aktualisierung: siehe untenstehenden Kasten).

Festnahme in Manila

Am 11. März 2025 geschah auf dem internationalen Flughafen der philippinischen Metropole schier Außergewöhnliches. Rodrigo Duterte, amtierender 16. Präsident der Republik der Philippinen von 2016 bis 2022, wurde von Beamten der internationalen kriminalpolizeilichen Organisation (kurz: Interpol) und hochrangigen Mitgliedern der Philippinischen Nationalpolizei (PNP) festgenommen, nachdem er dort, von einer Wahlkampfveranstaltung in Hongkong kommend, kurz zuvor gelandet war. Präsentiert

wurde dem einst starken Mann ein eben solches Dokument, das es in sich hat. Es war dies ein 15 Seiten umfassender Haftbefehl², nach dessen Verlesung sich Duterte wenige Stunden später in einem von der philippinischen Regierung gecharterten Flugzeug wiederfand, das ihn nach einem Zwischenstopp in Dubai zum Flughafen Rotterdam Den Haag transportierte. Dort landete die Maschine am Nachmittag des 12. März und Duterte verbrachte die Nacht auf den 13. März in einer Gefängniszelle des IStGH, in Den Haags Stadtteil Scheveningen.

Als Hauptanklagepunkte werden Duterte Verbrechen gegen die Menschlichkeit im Zusammenhang mit mutmaßlichen außergerichtlichen Tötungen vorgeworfen, die vor allem während seiner sechsjährigen Amtszeit im Zuge des von ihm entfesselten „Drogenkriegs“ begangen wurden. Menschenrechtsorganisationen schätzen, dass dieser bis zu 30.000 Menschen das Leben kostete – willkürlich und systematisch ermordet, weil sie vermeintlich Drogen besaßen oder nahmen. Offiziellen Statistiken der PNP zufolge wurden im „Drogenkrieg“ mehr als 6.000 Filipinos getötet. Das Gros der Opfer waren arme Schlucker aus den Elendsvierteln der Großstädte. Die Dramaturgie des Grauens folgte einem Grundmuster: Beamte der PNP oder deren Vertreter durchkämmten nachts ohne Durchsuchungsbefehl ganze Wohnbezirke, verhafteten Verdächtige, richteten sie kurzerhand hin und fälschten in der Regel „Beweise“, um ihre Machenschaften zu rechtfertigen. Nur eine sehr geringe Anzahl der Tausenden von

Rainer Werning schreibt seit vielen Jahren für den bp3w, vornehmlich zu den Philippinen. Er ist gemeinsam mit Jörg Schwieger Herausgeber des Buches „Von Marcos zu Marcos: Die Philippinen seit 1965“, das im Herbst dieses Jahres im Wiener Promedia Verlag erscheint.

Fällen wurde untersucht oder strafrechtlich verfolgt, wobei es in lediglich vier Fällen zu Verurteilungen kam – und zwar ausschließlich von rangniedrigen Polizeibeamten wegen außergerichtlicher Tötungen.

Als Hauptanklagepunkte werden Duterte Verbrechen gegen die Menschlichkeit im Zusammenhang mit mutmaßlichen außergerichtlichen Tötungen vorgeworfen, vor allem während seines „Drogenkriegs“.

Der IStGH hatte bereits im Herbst 2011 erste Ermittlungen gegen Duterte wegen möglicher Verbrechen gegen die Menschlichkeit aufgenommen und entsprechend die Einleitung einer formellen Untersuchung angeordnet, auf die Duterte – damals noch Bürgermeister von Davao City – mit wüsten Tiraden reagierte.

„Lambada Boys“, Täter und Werkzeug

Was allein die langjährige Amtszeit Dutertes als Bürgermeister von Davao City betrifft, so heißt es auf Seite 9 des Haftbefehls: „Als Mr. Duterte 1998 zum ersten



Protestaktion gegen den blutigen Drogenkrieg im Oktober 2016 vor dem philippinischen Generalkonsulat in New York.

Mal Bürgermeister von Davao City wurde, gründete er die ‚Lambada Boys‘, die als ‚Todesschwadron‘ fungierten, bestehend aus Polizeibeamten und nichtpolizeilichen Auftragskillern, um Kriminelle zu töten. Anfang der 1990er-Jahre wurden die ‚Lambada Boys‘ in ‚Davao Death Squad‘ (DDS) umbenannt. Als Gründer und Leiter der DDS und später als Staatsoberhaupt der Philippinen vereinbarte Mr. Duterte gemeinsam mit hochrangigen Regierungsbeamten und Mitgliedern der Polizei (den ‚Mittätern‘) und anderen Personen, Menschen, die sie als mutmaßliche Kriminelle oder Personen mit kriminellen Neigungen identifizierten, einschließlich, aber nicht beschränkt auf Drogendelikte, zunächst in Davao und später landesweit, zu ‚neutralisieren‘. Das Wort ‚neutralisieren‘ wurde von den an den Operationen Beteiligten als ‚töten‘ verwendet und verstanden. Ziel dieser Vereinbarung war es, die wachsende Kriminalität

zu bekämpfen‘, indem man ‚Kriminelle auf sehr verdeckte und geheime Weise tötet‘, ohne ‚sich an die grundlegenden Strafverfolgungs- oder Ermittlungsmaßnahmen zu halten‘, die sich angeblich als unwirksam erwiesen hatten, die Verbrechen zu beseitigen oder zu verringern.“

Der IstGH geht davon aus, „dass Mr. Duterte in seiner Rolle als Leiter der DDS und später als Präsident der Philippinen die unmittelbaren Täter der Verbrechen als Werkzeuge zur Begehung von Straftaten benutzt hat“. (Übersetzung: RW)³

Die Richter des IstGH betonten bereits damals, der „Drogenkrieg“ könne nach ihnen bekannter Faktenlage nicht als „legitime Strafverfolgung“ angesehen werden. Die Tötungen seien weder legitim noch schienen sie „Auswüchse eines legitimen Einsatzes“ zu sein. Alle bis zu dem Zeitpunkt vorgelegten Dokumente

deuteten vielmehr darauf hin, dass es „um eine breite und systematische Attacke gegen die Zivilbevölkerung“ gehe.

Die Philippinen reagierten prompt und verweigerten Ermittlern des IstGH die Einreise ins Land. Mehr noch: Duterte zeigte sich persönlich dermaßen erbost, dass er – weniger als zwei Jahre als Präsident im Amt – im Frühjahr 2018 den Rückzug seines Landes aus dem Gericht erklärte. Dieser wurde am 17. März 2019 rechtskräftig, wenngleich nach dem Römischen Statut, dem Grundlagenvertrag des IstGH, der Strafgerichtshof auch danach für jene Verbrechen zuständig bleibt, die in der Zeit begangen wurden, in der die Philippinen Vertragsstaat waren.

Der Gerichtshof schlägt zurück

Noch vor der Landung auf dem Flughafen Rotterdam Den Haag veröffentlichte Duterte auf seiner Facebook-Seite, und der eines engen Beraters, eine Videoerklärung, in der er sich an seine Landsleute wandte und ihnen versicherte, er sei „Okay“ und sie sollten „sich nicht sorgen“. „Ich bin derjenige“, so Duterte wörtlich, „der unsere Strafverfolgungsbehörden und das Militär anführt. Ich habe gesagt, dass ich euch beschützen werde, und ich werde für all das verantwortlich sein. Ich habe der Polizei und dem Militär gesagt, dass es meine Aufgabe war und dass ich verantwortlich bin.“ Bereits im November 2024 hatte Duterte anlässlich von Anhörungen im philippinischen Kongress zum „Drogenkrieg“ dasselbe über die Übernahme von Verantwortung gesagt⁴; vorgetragen in schnoddrig-arrogantem Ton, was durchweg sein Markenzeichen war, und bar jedweder Reue.

Anlässlich seiner ersten Anhörung vor dem IStGH am 14. März trat der Ex-Präsident verhaltener auf, während sich sein einstiger Exekutivsekretär und nunmehriger Rechtsberater Salvador Medialdea sowie Dutertes ehemaliger Pressesprecher Harry Roque bitter darüber beklagten, dass ihr Mandant medizinisch nicht angemessen betreut werde – ja, dieser darüber hinaus erdulden musste, in Manila „gekidnappt“ worden zu sein.⁵

Bekanntlich ist des einen Leid des anderen Freud. Für die Hinterbliebenen der zahlreichen Opfer von Dutertes „Drogenkrieg“ sowie zahlreiche Menschenrechtsorganisationen im In- und Ausland war der 11. März ein Tag großer Genugtuung und unverhoffter Freude. In einer am selben Tag veröffentlichten Pressemitteilung von Human Rights Watch erklärte deren stellvertretende Asien-Direktorin Bryony Lau, die Verhaftung des ehemaligen Präsidenten Duterte und seine Überstellung nach Den Haag seien „ein längst überfälliger Erfolg im Kampf gegen die Straflosigkeit, mit dem die Opfer und ihre Familien ein Stück näher an Gerechtigkeit rücken könnten“. Sie fügte hinzu, dies sende „eine Botschaft an all jene,

die Menschenrechte missachten, dass sie eines Tages zur Rechenschaft gezogen werden könnten“.

Große Erwartungen an die internationale Strafjustiz

Gerade jetzt, wo der IStGH selbst von einigen Regierungen angegriffen wird – zuletzt durch die Entscheidung von US-Präsident Donald Trump, den Chefankläger des Gerichts, Herrn Karim Ahmad Khan, zu sanktionieren – bekräftigt die Verhaftung von Duterte und seine Überstellung nach Den Haag die Relevanz des Gerichts und unterstreicht seine Bedeutung für die Sicherstellung der Rechenschaftspflicht bei schweren Verbrechen, so die Einschätzung von Human Rights Watch. Dem ist vollumfänglich zuzustimmen – in der Erwartung, dass sich zu Mr. Duterte alsbald auch Mr. Benjamin Netanjahu als Zellennachbar dazugesellt.

In dem am 12. März veröffentlichten Leitartikel in Manilas auflagenstarker Tageszeitung Philippine Daily Inquirer mit dem Titel „Der Tag der Abrechnung kommt für Duterte“ heißt es: „Nachdem die Regierung die Gelegenheit verpasst hat, Duterte vor philippinischen Gerichten den Prozess zu machen, muss sie diesen Wendepunkt nutzen, um den Kurs der Politik des Landes zu ändern.“ (Übersetzung: RW)

In den vergangenen Monaten hat die philippinische Regierung unter Ferdinand Marcos Jr. ihre Position zur Untersuchung des IStGH geändert. Bis vor Kurzem noch bestritt die seit Sommer 2022 amtierende Marcos-Regierung die Zuständigkeit des Gerichts für die mutmaßlichen Straftaten. Nach dem tiefen politischen Zerwürfnis und einer dramatisch eskalierten dynastischen Fehde zwischen den Lagern Marcos und Duterte im vergangenen Jahr⁶ schwächte die Marcos-Regierung ihre Rhetorik gegenüber dem IStGH ab und erklärte erst um die Jahreswende, mit Interpol zu kooperieren, falls ein Haftbefehl ausgestellt würde. Das, so Marcos, sei ein Gebot der Gegenseitigkeit, zumal

Interpol sich bis jetzt ihrerseits kooperativ zeigte, wenn es darum ging, straffällig gewordene und ins Ausland geflüchtete Filipinos zu ergreifen und sie den Behörden in Manila zu überstellen.

Die Verhaftung von Duterte und seine Überstellung nach Den Haag bekräftigen die Relevanz des Gerichts – in der Erwartung, dass sich zu Mr. Duterte alsbald auch Mr. Benjamin Netanjahu als Zellennachbar dazugesellt.

Finsterer politischer Hintergrund

In diesem Zusammenhang ist kritisch anzumerken, dass der Präsident Marcos bei alledem zumindest knallhart eigennützige politische Kalküle verfolgt, die selbstredend unerwähnt bleiben. Auch unter der amtierenden Regierung halten Menschenrechtsverletzungen, einschließlich außergerichtlicher Tötungen, an. Überdies herrscht landesweit eine ungebrochen hysterisch-antikommunistische Stimmung vor, die an die finstere Ära des McCarthyismus in den USA erinnert; freilich mit fataleren Folgen, wenn Angriffe auf Sozialaktivisten und zivilgesellschaftliche Gruppen sowie Bombardierungen im Hinterland unter dem Deckmantel der „Terrorismusbekämpfung“ tödlich enden.

Last but not least finden in den Philippinen am 12. Mai Halbzeitwahlen statt, in denen bereits eine wichtige Weichenstellung mit Blick auf die nächsten Präsidentschaftswahlen im Jahre 2028 erfolgt.⁷ Es geht dabei buchstäblich um die Zukunft oder das schiere Überleben eines



© President of the Philippines' Communications Office; PD

Gegner trotz Gemeinsamkeiten. Präsident Bongbong Marcos und sein Vorgänger Rodrigo Duterte im August 2023.

dominanten Familienclans auf Kosten eines ebenbürtigen Rivalen. In diesem Sinne bleibt abzuwarten, wann, wie und unter welchen Vorzeichen die bis dato vier Amtsenthebungsverfahren gegen die Duterte-Tochter und (noch) Vizepräsidentin Sara Duterte „exekutiert“ werden. Wenngleich über ein einmal verkündetes Amtsenthebungsverfahren eigentlich – wie es wörtlich heißt – „forthwith“ (was übersetzt nichts anderes bedeutet als „unverzüglich“ oder „sogleich“) entschieden werden soll, verdichten sich die Indizien, dass darüber wohl erst nach den Wahlen verhandelt wird.

Nie zuvor in der Geschichte der am 4. Juli 1946 von den USA unabhängig gewordenen Republik der Philippinen war die politische Lage so aufgewühlt, die oberste Staatsführung so zerstritten und die gesellschaftlichen Verhältnisse dermaßen polarisiert und antagonisiert, wie das im Frühjahr 2025 der Fall ist. Wenn der in Den Haag einsitzende Duterte erneut zum Bürgermeister von Davao City gewählt wird, dürfte das die Spannungen zwischen seinen Befürwortern und Gegnern zusätzlich befeuern. Nicht auszuschließen, dass sich solche Spannungen angesichts total verhärteter Fronten gewaltsam entladen.

Anmerkungen

¹ Rainer Werning, „15 Monate Duterteismo – Annäherungen an ein philippinisches Phänomen“, NachDenkSeiten, 9. Oktober 2017 sowie President Rodrigo Duterte's Killing Fields and People's War in the Philippines: An Interview by Andy Piascik with Prof. Dr. em. Epifanio San Juan, Jr. – Hampton Institute, 20. Dezember 2016.

² Ausgestellt wurde dieser am 7. März 2025 in Den Haag mit dem Aktenzeichen Nr. ICC-01/21 und am selben Tag unterzeichnet von den drei Richterinnen Iulia Antoanella Motoc (Vorsitz), Reine Adélaïde Sophie Alapini-Gansou & María del Socorro Flores Liera: icc-cpi.int/sites/default/files/CourtRecords/0902ebd180aeb09d.pdf

³ Ebd., S. 9

⁴ Siehe Rainer Werning: „Beklemmendes Kongressspektakel in Manila“, NachDenkSeiten, 24. November 2024.

⁵ International Criminal Court ICC-01/21-83, Warrant of Arrest for Mr Rodrigo Roa Duterte & Rodrigo Roa Duterte makes first appearance before the ICC: confirmation of charges hearing scheduled for 23 September 2025 sowie Duterte's Arrest Puts ICC In Line Of Fire; Lawyer Drops Bombshell 'Can't Correct Wrong By Wrong'

⁶ Rainer Werning, „Im Taumel eines Rosenkriegs: Posen, Ränke und Kabalen in Manila“, NachDenkSeiten, 27. Oktober 2024.

⁷ Ramon Royandoyan and Francesca Regalado, „Duterte's arrest raises stakes in Philippine midterm elections“, NIKKEI Asia, 12. März 2025.

Dies ist eine leicht gekürzte und angepasste Fassung eines am 23. März 2025 auf den NachDenkSeiten online veröffentlichten Beitrags.

Nach den Halbzeitwahlen : Welcher Duterte wird Bürgermeister in Davao?

Julie Smit

Mit einem deutlichen Vorsprung vor seinem nächsten Konkurrenten gewann der ehemalige Präsident Rodrigo Duterte am 12. Mai die Bürgermeisterwahl in Davao City, ein Amt, das er vor seiner Präsidentschaft bereits mehr als 20 Jahre innehat-

te. Dieser Sieg belegt, dass seine persönliche Beliebtheit, wie die des gesamten Duterte-Clans, in seiner Heimatstadt keineswegs nachgelassen hat. Sein Sohn, Sebastian Duterte, wurde zum Vize-Bürgermeister gewählt, während ein weiterer Sohn sowie zwei seiner Enkel auch politische Ämter in Davao erhielten.

Ob er sein Amt in Davao wird antreten können, ist aber keineswegs sicher. Es stellt sich nämlich zunächst einmal die Frage, ob er in einem ausländischen Gefängnis seinen Amtseid wie üblich vor einem philippinischen Richter oder Beamten wird ablegen können. Momentan versuchen seine Anwälte, dafür Lösungen zu finden.

Sollte ihm dies gelingen, würde sich gleich die zweite Frage stellen: ob er langfristig die Amtsgeschäfte auf Distanz wahrnehmen könnte, da er im Gefängnis keinen Zugang zum Internet hat und nur begrenzt telefonieren darf. Laut philippinischen Rechtsexperten müsste das Innenministerium entscheiden, ob es sich im Fall von Duterte um eine vorübergehende oder eine dauerhafte Abwesenheit handele. Im ersten Fall würde sein Sohn Sebastian die Funktion des Bürgermeisters stellvertretend ausüben, sonst müsste der Sohn das Bürgermeisteramt selbst übernehmen.

Die nächste COP der falschen Lösungen?



Dietmar Mirkes

In Bonn findet derzeit der alljährliche Zwischengipfel statt; er soll die COP30, die 30. UN-Klimakonferenz im November in Belém, vorbereiten. Eine Vorschau.

Der bp3w vom Dezember 2024 bezeichnete die COP29 in Baku als „COP der falschen Lösungen“; hier noch einmal kurz die wesentlichen Ergebnisse: In Sachen Klimafinanzierung sagten die Industrieländer statt der von den Entwicklungsländern als „neues gemeinsames quantifiziertes Ziel“ geforderten 1,3 Billionen Dollar nur jährlich 300 Milliarden Dollar aus öffentlichen und privaten Quellen zu ... man bemühe sich aber, bis 2035 1,3 Billionen aufzubringen. Allerdings tauchten dabei die beiden Themen „Reduzierung der fossilen Emissionen“ und „Loss & Damage“ nicht mehr auf. Außerdem wurde der Emissionshandel ohne weitere Diskussion mit den Vertragsstaaten deutlich erleichtert.

Generell hinterließ die COP29 ein schales Gefühl wegen der hohen Zahl der fossilen Lobbyisten und des undemokratischen Vorgehens der Präsidentschaft zugunsten der fossilen Industrie und zu Ungunsten der kleinen Inselstaaten und der ärmsten Länder; die globale Zivilgesellschaft und viele Staaten des globalen Südens kritisierten die mageren Ergebnisse.

Beyond Baku

Bereits am 10.2.2025 hatte der designierte brasilianische COP30-Präsident André Aranha Corrêa do Lago erklärt, die Staaten müssten ihre Reduktionspläne deutlich verstärken, es dürfe kein business

as usual mehr geben. In einer digitalen Informationsrunde am 27.2.2025 griffen die Präsidentschaften der COP29 und der kommenden COP30 die Kritiken und Anregungen von Mitgliedstaaten zu COP29 und COP30 auf: Auf der COP30 solle ein Fokus auf den Eingaben der Staaten zu ihren Zielvorgaben zum Erreichen des 1,5°C-Ziels liegen. Diese „Nationally determined contributions“ (NDCs) basieren auf dem „Global Stocktake“, der auf der COP29 erreichten Bestandsaufnahme, wobei die allermeisten Staaten die Frist zur Einreichung ihrer Berichte im Februar nicht eingehalten haben. Ein weiterer Fokus solle auf der Erhöhung der Mittel für Klimaanpassung liegen; Fortschritte seien auch beim gerechten Übergang („Just Transition“) zu einer nachhaltigeren Wirtschaft notwendig.

Auf der Bonn Climate Conference, dem Zwischengipfel, der vom 16. bis 26.6.2025 in Bonn tagt und Vorlagen für den Klimagipfel vom 10. bis 21.11.2025 im brasilianischen Belém erarbeiten soll, sind unter anderem Verhandlungen insbesondere zu den Themen Nationale Reduktionspläne (NDCs), Capacity Building in Entwicklungsländern, Klimafinanzierung sowie zum Emissionshandel vorgesehen.

Earth Day als Auftakt

Raymond Klein

Unter dem Motto „Our Power, our planet“ wurde in Luxemburg auch dieses Jahr der Earth Day am 22. April gefeiert. Mehrere Hundert Demonstrant*innen marschierten vom Umweltministerium auf dem Kirchberg bis zum Knuedler, wo die Veranstaltung mit DJ-Musik und Tanz ausklang. Organisiert wurden der Earth Day und die „Marche pour la terre“ von CELL, ASTM, Greenpeace und KliKo, mit der Unterstützung von über 30 Organisationen der Zivilgesellschaft. Ziel war es, die Klimakrise und die Dringlichkeit des politischen Handelns wieder ins Bewusstsein zu rücken - in Zeiten in denen Populismus, Aufrüstung und Konkurrenzdenken andere politische Ansätze verdrängen und erschweren. Auch an die anstehende Klimakonferenz COP30 wurde erinnert, denn sie bietet die Chance für einen Kurswechsel: sowohl was drastische Emissionssenkungen als auch was Klimafinanzierung und gerechte Transition angeht. Das werden auch die Schwerpunkte der kommenden Mobilisierungen im Herbst, vor und während der COP, sein.

Erwartungen der globalen Zivilgesellschaft

Von Seiten der globalen Zivilgesellschaft gibt es klare Prioritäten:

Für CAN-International, das weltweite „Climate Action Network“ mit über 1900 Umwelt- und Entwicklungsorganisationen in 130 Staaten, steht „Just Transition“ mit einem starken sozialen, globalen und inklusiven Akzent im Mittelpunkt:

Die Entwicklungsländer brauchen die finanzielle Unterstützung der Industrie-

länder, um von den fossilen Energien wegzukommen. Zudem müssen die Rolle der Wälder und der Biodiversität sowie die Rechte der indigenen Völker gestärkt werden. CAN-I fordert einen Mechanismus zu einem globalen gerechten Übergang.

Im Mittelpunkt der generellen Strategie von CAN-LA, dem regionalen Zweig von CAN-I in Lateinamerika, steht ebenfalls die gerechte Transition. Der Dachverband engagiert sich für die Verringerung der globalen Ungleichheiten, für eine Wirtschaftsweise, die auch Care-Leistungen in Wert setzt, für das Ende der Praxis, ganze Zonen Lateinamerikas für den Abbau von Rohstoffen zu opfern, und für einen sozial gerechten Ausstieg aus den fossilen Energien.

CAN-Europe – ASTM ist eines der 200 Mitglieder – hat (noch) keine speziellen Forderungen zum Zwischengipfel in Bonn, aber umso klarere Erwartungen an die aktuelle Klimapolitik der EU (und damit auf ihre Position auf dem Zwischengipfel): In einem offenen Brief an die Kommission und die Umwelt- und Klimaminister der Mitgliedsstaaten von Ende Mai lehnt CAN-E die Pläne der EU, ihr Reduktionsziel um 90% bis 2040 „flexibler“ zu gestalten – sprich: zu verwässern – klar ab. Dabei geht es unter anderem um die Anrechnung internationaler Emissionsrechte und die Ausweitung des Anteils sogenannter „carbon removals“ auf das eigene Reduktionsziel (unter „carbon removals“ versteht man die Entnahme von CO₂ aus der Atmosphäre und seine Speicherung in Monokulturen oder mit-

tels Techniken wie „Carbon Capture and Storage“ (CCS)).

Entsprechend dieser Erwartungen wird die globale Zivilgesellschaft in Bonn vor allem Druck für die Erhöhung der Mittel für Anpassung und „Loss&Damage“, für eine globale Transition weg von den fossilen Energien und für eine Einschränkung der Emissionsrechte ausüben.

Die ASTM wird auf dem Zwischengipfel in Bonn durch Dietmar Mirkes und auf der COP30 in Belém durch Raymond Klein und David Hoffmann vertreten sein. Der bp3w wird anschließend über die Verhandlungsergebnisse bzw. Nicht-Ergebnisse berichten.



© Wikimedia; Vice-Presidência da República do Brasil; CC-BY 2.0

Im November 2024 organisierte Brasilien im Rahmen der COP29 das Event „Baku tô Belém“. Wie viele der damals geweckten Hoffnungen von der COP30 erfüllt werden, wird sich zeigen.

Coopération au Sahel :

**quand les partenariats locaux deviennent
un facteur de résilience**



François Legac

Lors des Assises de la coopération en mai 2025, le Cercle des ONG a abordé le défi de l'action en contextes fragiles.

Ce sujet concerne particulièrement les ONG luxembourgeoises, qui sont confrontées à l'affaiblissement des organisations locales, premières touchées par ces crises. Au Sahel, une approche partenariale durable avec les acteurs locaux leur permet néanmoins de poursuivre leurs actions malgré les difficultés.

Alors que la région du Sahel s'enfonce dans une instabilité politique et sécuritaire profonde, un type d'acteurs parvient encore à maintenir son action sur le terrain : les ONGD, qui misent depuis des années sur des partenariats étroits avec des organisations locales. Dans un contexte marqué par l'expulsion d'acteurs étrangers, la fermeture de certains espaces d'intervention et la méfiance croissante à l'égard de l'ingérence occidentale, leur modèle fondé sur la coopération horizontale montre toute sa pertinence.

Depuis 2020, les crises sécuritaires et politiques au Mali, Burkina Faso et Niger ont bouleversé la coopération internationale, entraînant la suspension de l'aide et le retrait de nombreuses ONG. L'arrêt des projets a causé une augmentation des abandons scolaires, une dégradation des soins de santé de base et un recul dans la prévention des violences basées sur le genre. Les organisations sociales locales, sous-financées et en effectifs réduits, doivent répondre à des besoins croissants. Dans ce contexte difficile, certaines ONGD discrètes, grâce à un fort ancrage local et des partenariats

solides, continuent néanmoins d'agir sur le terrain.

Leur force repose sur une approche patiente, souvent construite sur plusieurs décennies : appui institutionnel, formation, projets co-construits autour des droits humains, de l'éducation ou de la souveraineté alimentaire. Ce mode d'intervention confère aux partenaires locaux une autonomie opérationnelle et une capacité d'adaptation qui s'avèrent essentielles dans un environnement imprévisible. Dans certaines zones où les acteurs internationaux n'ont plus accès, ces structures locales poursuivent les actions, parfois au prix de risques importants.

Au Mali, la caisse locale des CVECA – ON Ségou, par exemple, continue de soutenir les producteurs agricoles de la région de Ségou malgré l'insécurité. Grâce à son ancrage local et à des méthodes participatives, elle maintient l'appui aux coopératives, à la commercialisation et au financement rural. Ce soutien est vital pour les ménages ruraux, alors que les grands programmes se sont retirés.

François Legac travaille depuis plus de dix ans pour l'ONG luxembourgeoise SOS Faim. Spécialisé dans l'accompagnement des organisations partenaires, il partage ici une analyse issue de son expérience de terrain et de coopération dans la région sahélienne.



Table ronde organisée par le Cercle des ONGD dans le contexte des Assises de la Coopération luxembourgeoise 2025. De gauche à droite : Cyprien Fabre (OCDE), Aude Ehlinger (ASTM), Rémi Fabbri (AICRL), Fatou Maria Drame (EDNA Santé)

Ce sont en effet les partenaires qui maintiennent le lien avec les communautés, ajustent les stratégies selon les besoins et assurent la continuité. Dans un climat tendu, leur enracinement social et culturel joue un rôle crucial, tant pour la sécurité des actions que pour leur légitimité.

Mais cette résilience a ses limites. Les partenaires locaux sont souvent confrontés à des restrictions administratives, à une surveillance accrue et à une précarité financière croissante. Pour les ONGD, l'enjeu est désormais double : préserver ces alliances stratégiques dans un cadre sécurisé, et sensibiliser les bailleurs de fonds à la nécessité d'un appui flexible, à long terme, orienté vers le renforcement des capacités locales.

Dans un Sahel fragmenté, où les grandes interventions internationales reculent, ces organisations rappellent que le développement ne peut être imposé de l'extérieur : il se construit avec, et par, les acteurs de changement locaux.

Coin CITIM Brennpunkt 326 : En matière de santé mondiale, il n'y a pas de « eux » ... seulement « nous ».



Jean-Sébastien Zippert

Némésis médicale : l'expropriation de la santé

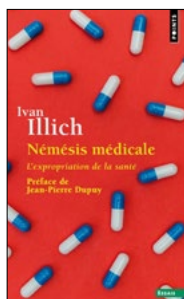
Lorsque leur développement dépasse certains seuils critiques, certaines institutions deviennent les principaux obstacles à la réalisation des objectifs qu'elles visent. Dans ce livre paru en 1975 (anniversaire rond), Ivan Illich développe la théorie systématique de cette « contre-productivité paradoxale », version moderne du mythe de la Némésis (déesse grecque de la vengeance), à propos de la médecine. Il critique tout particulièrement la diminution de la santé des hommes sous l'effet du développement sans fin de l'institution médicale, en soulignant l'inefficacité globale d'une médecine coûteuse, la perte de la capacité personnelle des individus de s'adapter à des environnements variés et le mythe de l'immortalité qui conduit au déni de la douleur, du vieillissement et de la mort.

Ivan Illich (1926-2002)

Philosophe et penseur de l'écologie politique, il a fondé, au Mexique, le Centre international de documentation (CIDOC). Il est l'auteur d'une œuvre importante qui a contribué à l'analyse critique de la société industrielle, parmi laquelle on trouve les deux best-sellers *Une société sans école* (1971) et *La Convivialité* (1973).

Ivan Illich, 350 pages, Point 2021
(titre anglais : *Limits to medicine*)

<https://www.leslibraires.ca/livres/nemesis-medical-l-expropriation-de-la-ivan-illich-9782757890608.html>



Le grand secret de l'industrie pharmaceutique

Au nord comme au sud de la planète, l'industrie pharmaceutique n'a pas bonne presse et semble avoir réussi à gâcher le capital de sympathie que lui avaient valu ses grandes découvertes des années 1960 et 1970. Ainsi, l'opinion publique a été choquée quand elle a appris que les plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux attaquaient en justice le gouvernement d'Afrique du Sud qui voulait fabriquer et importer des médicaments génériques pour soigner les malades du sida. Et dans beaucoup de pays, les mêmes laboratoires ont réussi jusqu'à présent, de mille manières, à freiner le recours aux génériques, ces médicaments bon marché qui aideraient pourtant à réduire le « trou de la Sécu ». En rappelant ces dérives, Philippe Pignarre, qui a travaillé dix-sept ans dans l'industrie pharmaceutique, explique comment les industriels du médicament en sont arrivés là. Et comment ils tentent de convaincre les gouvernements du caractère inéluctable de cette dérive. Surtout, il s'interroge sur les causes de ce scandale. L'industrie pharmaceutique serait-elle dirigée par des hommes assoiffés de profits et d'abord soucieux de « marchandiser » cyniquement la souffrance humaine ? Cette explication est trop simple et, surtout, elle ne correspond pas à la réalité. L'enquête minutieuse menée par l'auteur montre que l'industrie pharmaceutique a changé pour des raisons beaucoup plus profondes : elle cache un secret qui menace son existence même. L'objectif principal de ce livre est de dévoiler ce secret et de proposer des moyens d'agir pour inverser le cours actuel.

Philippe Pignarre, 196 pages,
La Découverte, 2004

https://www.editions-ladecouverte.fr/le_grand_secret_de_l_industrie_pharmaceutique-9782707144393



Panser la santé mondiale

La crise du Covid a rappelé l'importance et la fragilité des systèmes sanitaires nationaux et internationaux. Elle a également mis en lumière les profondes inégalités mondiales en la matière. Et si l'on suit l'OMS en définissant la santé non pas uniquement comme l'absence de maladie, mais comme un état de complet bien-être physique, mental et social, alors les fractures entre pays, mais aussi entre classes, genres et identités ethno-raciales apparaissent encore plus abyssales.

Au-delà de l'accès à la santé, c'est aussi dans sa production même que s'observent les déséquilibres et les relations de pouvoir entre et au sein des pays. La lutte autour des brevets, par exemple, montre à quel point les savoirs médicaux sont encore trop souvent produits et appropriés par une poignée de sociétés privées du Nord pour répondre aux « besoins » de santé... du Nord. Et l'analyse des « chaînes mondiales du care » révèle l'étendue du pillage opéré par les pays riches dans les « ressources humaines sanitaires » du Sud.

Face à ces injustices, les appels à une « décolonisation de la santé mondiale » se multiplient, non sans soulever leur propre lot de débats et de luttes de pouvoir. Reste un enjeu fondamental : comment élaborer d'authentiques « politiques publiques sanitaires mondiales » permettant de réduire les inégalités, de démocratiser les savoirs et de sortir la santé des logiques marchandes dans lesquelles elle est enfermée aujourd'hui ?

Sous la direction de Cédric Leterme,
180 pages, Syllepses 2022

Il s'agit du volume XXIX du périodique Alternatives Sud, qui fait partie des revues disponibles au CITIM.

<https://www.cetri.be/Panser-la-sante-mondiale>





La nouvelle équipe du CITIM : Deike Wolter et Jean-Sébastien Zippert

Du changement au CITIM



Un nouveau responsable et de nouveaux défis dans un contexte international en tension où le secteur de l'accès à la connaissance est menacé



Jean-Sébastien Zippert

Jean-Sébastien Zippert, ancien coordinateur de etika, a pris la succession d'Anne Müller au poste de responsable du CITIM en mars. « En tant que lecteur assidu et contributeur régulier aux suggestions d'achats du CITIM, je suis ravi de pouvoir participer ainsi au travail d'éducation de la société luxembourgeoise dans un contexte particulier où la pratique de la lecture et l'accès à la connaissance sont en baisse » déclare ce dernier.

La situation est en effet assez préoccupante : Les bibliothèques sont aujourd'hui confrontées à de nombreux défis. Si la baisse de la pratique de la lecture en général, et des jeunes en particulier, se confirme dans tous les pays, les résidents luxembourgeois font partie des

gros lecteurs dans l'Union européenne. Cette tendance à la baisse est largement accélérée par l'offensive menée par les réseaux sociaux pour monopoliser notre « temps de cerveau disponible », ce qui pose des problèmes d'éducation pour les jeunes, mais aussi sociaux et politiques, dans la mesure où les médias en ligne et les réseaux sociaux accaparent notre attention de façon très agressive.

Plusieurs études confirment que l'esprit critique et la capacité de raisonnement des jeunes seraient en baisse par rapport aux générations précédentes, ce qui pose des questions dépassant de loin l'objet du CITIM et de l'éducation au développement en général concernant l'avenir de nos démocraties. En effet, comment garantir un vote d'une population bien

éduquée et éclairée, quand les conditions d'un débat public sont dégradées ? Un corollaire du point précédent est l'assimilation de plus en plus importante par la population de nouvelles toxiques (fake news, théories du complot, promotion de discours de haine envers des catégories minoritaires de la population etc.), sapant la cohésion de la société et la démocratie - une prolifération dont le Luxembourg n'a pas été épargné (notons notamment la mouvance antivax à tendance conspirationniste toujours active aujourd'hui au Luxembourg, plus de trois ans après la fin des restrictions liées à la pandémie du COVID). En tant que bibliothèque publique ouverte sur la société, le CITIM a un rôle majeur à jouer, non pas pour se faire le porte-voix de la parole gouvernementale, mais bien pour apporter un discours critique de la société civile luxembourgeoise dans le combat contre les discours simplistes, en proposant de l'information issue de travaux de diverses sources (universitaires, ONG internationales, etc.).

L'éducation nationale et les bibliothèques publiques sont donc en première ligne avec les services publics d'information dans la lutte contre la prolifération de l'ignorance organisée. Cette ignorance pensée, produite et diffusée à grande échelle n'est pas le fait du hasard ou d'une grossière incompétence, mais fait bien partie d'un projet politique visant à éradiquer des régimes démocratiques sans tirer un seul coup de fusil. Comme l'avait écrit Orwell dans 1984 : « Ignoran-

ce is strength », sachant que son œuvre majeure a depuis été dépassée dans les faits.

Le contexte politique international, marqué par la montée en puissance des idées d'extrême droite et l'accession au pouvoir de gouvernements autoritaires, est donc à la fois une conséquence et une cause de la lutte contre la diffusion de la connaissance : les bibliothèques publiques sont alors menacées jusque dans leur existence, comme c'est le cas aux États Unis en ce moment. L'administration Trump veut en effet réduire au minimum les subventions allouées à l'Institut des services des musées et des bibliothèques, la plus importante agence

fédérale du secteur. Il a formalisé cela dans un décret publié le 14 mars 2025, provoquant de vives réactions, dont celle de l'American Library Association qui a décidé de se battre contre cette décision arbitraire devant une cour fédérale.

« La richesse de notre civilisation, la profondeur de la conscience que nous avons des fondements de notre culture, et notre préoccupation de l'avenir peuvent être appréhendées à l'aune du soutien que nous consacrons à nos bibliothèques », avait déclaré le grand astronome Carl Sagan.

Le CITIM et l'ASTM ne peuvent que se ranger derrière cette citation et nous ferons notre part du travail !

Notes

¹ Lochon, Sandra. "Les Luxembourgeois lisent plus de livres que leurs voisins européens." Virgule, 13 août 2024. Accédé sur <https://www.virgule.lu/luxembourg/les-luxembourgeois-lisent-plus-de-livres-que-leurs-voisins-europeens/17674057.html>.

² Pierre, Léo. "Non, vous ne rêvez pas, les gens sont bien de plus en plus bêtes." Slate.fr, 18 mars 2025. Accédé sur <https://www.slate.fr/sciences/intelligence-baisse-jeunes-generations-enfants-concentration-reflexion-critique-lecture-memoire-numeratie-ecrans-declin-intellectuel>.

³ Boursier, Alexandre. "Trump va au-delà de ce qu'avait prévu Orwell dans 1984, assure le physicien et philosophe Étienne Klein." Le Figaro, 21 mars 2025. Accédé sur <https://www.lefigaro.fr/trump-va-au-dela-de-ce-qu-avait-prevu-orwell-dans-1984-assure-le-physicien-et-philosophe-etienne-klein-20250320>.

Le nouveau rôle du CITIM comme Centre de documentation européenne



Deike Wolter

Le centre d'animation et de documentation renforce sa mission au service d'une meilleure compréhension des enjeux européens et mondiaux.

Notre ONG propose depuis plus de 40 ans un centre de rencontre unique au Luxembourg, et depuis début 2025, le CITIM accueille également un Centre de documentation européenne (CDE).

L'inauguration a été fêtée le lundi 3 mars 2025 en présence de Mme Anne Calteux, représentante de la Commission européenne au Luxembourg, de M. Christoph Schröder, chef du Bureau de Liaison du Parlement européen au Luxembourg, de

M. Charles Goerens, membre du Parlement européen, et bien sûr de nos partenaires.

Grâce à ce partenariat avec la Commission européenne, le grand public, les établissements scolaires et universitaires ainsi que les acteur·trice·s de la coopération internationale pourront accéder librement à une vaste sélection d'ouvrages, de magazines et de ressources pédagogiques.

Pour nos événements en lien avec l'Union européenne, nous profitons d'un soutien logistique et financier, et nous avons la possibilité d'inviter des expert·e·s de la Commission européenne comme intervenant·e·s. Le but est de nourrir une réflexion critique au sein de la société luxembourgeoise et d'encourager un engagement citoyen actif et éclairé.

Soyez curieux·ses des événements et des collaborations à venir dans le cadre de ce rôle additionnel du CITIM.



Inauguration du Centre de documentation européenne



Signe d'entrée

Soutenez le Brennpunkt, le magazine qui renverse les idées

Édité pour la première fois en 1973, le Brennpunkt Drëtt Welt constitue une publication unique au Luxembourg. Nous alimentons les débats critiques sur le développement et affirmons le rôle de la société civile en lui offrant un espace d'expression.

Le magazine est publié quatre fois par an en version papier et numérique (brennpunkt.lu). Depuis 2019, nous ne proposons plus d'abonnement classique. En tant que média indépendant, en accès libre et sans publicité commerciale, votre solidarité reste néanmoins indispensable.



Engagez-vous et participez aux frais d'édition du Brennpunkt Drëtt Welt. Votre contribution permettra d'améliorer encore notre magazine et d'élargir sa diffusion. Merci d'avance !

Virement sur le compte d'Action Solidarité Tiers Monde asbl
Iban : LU76 1111 0099 9096 0000
Bic : CCPLLULL
Mention Communication : Soutien Brennpunkt

Ou par le biais du QRcode Payconiq ci-contre.